

# LA MODE : UNE AFFAIRE DE COMMERCE

voir notre dossier p.11 à 16

# **lutte** **ouvrière**

**SIDERURGIE**

**LORRAINE**

**20 000**

**LICENCIEMENTS**

**(P.17)**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 429 - 20 novembre 1976 - prix : 3 F



## **MALGRÉ LE PLAN BARRE TOUT AUGMENTE !**

# **ECHELLE MOBILE DES SALAIRES**

## **LA COUR D'ASSISES D'ALENÇON DONNE LE FEU VERT AUX ASSASSINS RACISTES**

**p.7**



## SOMMAIRE

### DANS LE MONDE

Page 8 :

- Brésil : les évêques dénoncent les violences et l'oppression.
- Italie : les partis de gauche acceptent le plan d'austérité.

Page 9 :

- Québec : l'impasse du nationalisme.
- L'affaire Gilmore aux U.S.A. : une condamnation du système pénitentiaire.

Page 24 :

- Grande-Bretagne : manifestation ouvrière contre la politique travailliste.

### EN FRANCE

Page 4 :

- L'Ordre des médecins fait appel à la justice.
- Avortement : une loi qui est loin de résoudre tous les problèmes.

Page 5 :

- Dassault fraude : combien paiera-t-il ?
- Giscard appelle à l'aide pour la livre... et le franc.

Page 6 :

- L'indexation de l'épargne : une mesure promise pour 1978 qui ne touchera pas les plus modestes.
- Extrême gauche : l'unité, pourquoi pas ? Mais avec qui ? Et pour quoi faire ?

Page 7 :

- Après le premier tour des élections partielles.
- Caen : la justice donne le feu vert aux assassins racistes.

Page 10 :

- Lu avec intérêt.

Page 17 :

- Sidérurgie lorraine : les patrons veulent licencier 20 000 travailleurs.

Page 18 :

- Dans les entreprises : Peugeot-Cycles (Beaulieu) ; Renault-Billancourt ; Renault-Flins.

Page 19 :

- Caisses d'Épargne de Paris : 7<sup>e</sup> semaine de grève.

Page 20 :

- Bergeron et Barre : un dialogue feutré où les deux compères se sont bien compris.
- Maternité Sallengro (Lille) : quand il manque de personnel, la direction menace de renvoi.

### DOSSIER

Pages 11 à 16 :

- LA MODE
- La mode : Une affaire de goût ou de commerce.
- La mode : le reflet de l'état social.
- La mode : une industrie.
- La mode a-t-elle un avenir ?

### DIVERS

Page 21 :

- Livres : Les flamboyants de Patrick Grainville ;
- La nostalgie n'est plus ce qu'elle était de Simone Signoret.

Page 22 :

- Films : L'affiche rouge, de Frank Cassenti.
- M. Klein de Joseph Losey.

Page 23 :

- La mort de Jean Gabin : la fin d'un acteur populaire.
- Le nouveau spectacle de Coluche : Ginette Lacleze.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# Quand Barre contrôle les prix

**A l'amiable avec les industriels, pas de quartier pour les petits commerçants !**

Pour avoir chassé un contrôleur des prix de son magasin en mai dernier, un commerçant de Laval vient de se voir condamné à 1.500 F d'amende, auxquels s'ajoutent 1.000 F d'amende pour refus de se soumettre au contrôle et 600 F de dommages intérêts au contrôleur, ce dernier ayant été « insulté » publiquement !

Par rapport à bien d'autres procès, la justice a été bien prompte à sanctionner. Quant aux contrôleurs des prix, les voici bien zélés pour traquer la fraude. Il faut dire qu'il ne s'agissait pas là d'un de Grailly ou d'un Dassault : avec ces gens-là, il est toujours possible de trouver un arrangement à l'amiable. Mais envers les petits commerçants, il en va tout autrement : les contrôleurs des prix multiplient les tracasseries, vérifient les moindres calculs et les moindres prix, et sans y mettre les formes.

Le jugement de Laval vient de le rappeler : quand on est petit commerçant, mieux vaut ne pas refuser de se soumettre à un contrôle des

prix, même si vous ne fraudez pas le fisc. Frauder le fisc et refuser tout contrôle, c'est le privilège des Dassault.

Marianne LAMIRAL.

**Ceux qui croient à la publicité croiront peut-être au blocage des prix**

Qui croit au blocage des prix ? Raymond Barre lui-même a dit qu'il s'agissait d'une « mesure psychologique ». Mais s'il n'y croit pas lui-même, ce n'est pas une raison pour qu'il n'essaye pas d'en persuader les autres. C'est pourquoi il a fait appel à la publicité.

Au rythme de plusieurs messages quotidiens à la radio et à la télévision, entre deux réclames de lessive, on essaye de persuader les auditeurs que le blocage des prix, ça existe. Mais oui !

La publicité arrive bien à montrer la différence entre le « blanc X » et le « blanc Y ». Il n'y a pas de raison qu'elle ne nous persuade pas que le blocage des prix, avant et après, ce n'est pas blanc bonnet et bonnet blanc.

Barre est tout de même resté prudent : il n'a pas promis le champa-

gne à tous ceux qui trouveraient des prix qui ont augmenté.

Yvette BLONDIN.

**Prix : un nouvel exemple de blocage-bidon**

Les employés d'assurances peuvent admirer directement de quelle façon le gouvernement comprend le blocage des prix.

En effet les primes d'assurances pour les risques « incendies » et « agricole » sont basées sur un indice publié chaque trimestre par la Fédération nationale du Bâtiment et contrôlées par le ministère des Finances. Cet indice, qui est appliqué dans toutes les compagnies d'assurances, vient de passer de 132,5 à 136,9 pour l'« incendie » et de 82 à 84,45 pour l'« agricole ». Depuis octobre 1975, cela fait 14 % d'augmentation.

Comme on le voit, c'est le gouvernement lui-même qui a autorisé les hausses sur les primes. Les financiers qui dirigent les compagnies d'assurances ne s'en plaindront pas. Quant aux assurés, c'est-à-dire toute la population, le gouvernement attend peut-être qu'ils se consolent en appliquant la méthode Coué.

Correspondant LO.

## leçons du passé

### 23 novembre 1946 : le bombardement d'Haïphong

Le 23 novembre 1946, la première guerre d'Indochine commence pour de bon. Le port d'Haïphong est écrasé sous le feu des canons des bâtiments de guerre français. Le bombardement fait 6 000 morts. Et si on a parlé plus tard de « l'erreur d'Haïphong », parce que la décision du bombardement sur des civils a été prise au niveau local, tous les événements précédents ne pouvaient mener qu'à cela.

Après l'occupation de l'Indochine par le Japon, durant la Seconde Guerre mondiale, l'administration française avait été complètement écartée, en mars 1945. Après la capitulation du Japon, l'impérialisme français espère bien sûr reprendre sa place en Indochine. Mais il n'a aucune troupe pour cela, et sa politique est donc de gagner du temps.

Cette politique est d'autant plus aisée que son interlocuteur, le Vietminh (c'est-à-dire le Front pour l'Indépendance, fondé par Ho Chi Minh), est tout à fait disposé à négocier. Mais, pour l'impérialisme français, ces négociations ne sont destinées qu'à lui permettre de réoccuper ses positions, par conquête militaire s'il le faut.

Dès octobre 1945, une armée hâtivement préparée et dirigée par Leclerc est envoyée en Indochine, mais elle n'a aucune possibilité de s'imposer militairement. Elle se heurte, dans une série d'escarmouches, aux troupes de la nouvelle République vietminh. Le Vietminh vient en effet, à la faveur du vide politique qui a succédé à l'armistice, de proclamer la République vietnamienne, début septembre 1945. Cependant, ni le Vietminh, qui attend tout des pourparlers, ni la France, avec son armée minuscule, ne veulent vraiment se battre. L'important est censé se passer dans les pourparlers qui vont se prolonger de mars à septembre 1946. Les déclarations communes prévoient que le Vietnam s'alliera à la France dans le cadre de l'Union Française. Le Vietminh déclare même souhaiter « une association de capitaux et d'efforts pour faire fructifier les richesses du pays, une fusion des intérêts ».

En fait, l'important se passe sur le terrain, où les accrochages sont quotidiens et où Leclerc met sur pied un contre-pouvoir dans le sud, pour faire pièce au Vietminh.

Mais c'est à Haïphong, dans le nord, près d'Hanoï, que sera franchi le pas décisif. Ne pouvant faire régner leur ordre dans la ville, les autorités françaises, dirigées par le moine-amiral Thierry d'Argenlieu, la font bombarder. Le même jour, en France, le Conseil des ministres décide de s'opposer par la force à tout manquement aux accords. En clair, la France a, à présent, décidé d'employer la manière forte. Le Vietminh mettra plus d'un mois à comprendre que les négociations sont rompues et que la guerre est déclarée contre lui.

Le gouvernement qui a pris la responsabilité de cette guerre impérialiste est un gouvernement « de gauche », comprenant des ministres communistes.

L'armée qui commence la « sale guerre » est d'ailleurs composée en bonne partie d'anciens FFI et FTP, engagés pour « la durée de la guerre » (celle de 1939-1945 !) et qui se retrouvent à mener une guerre impérialiste.

La gauche est donc présente dans les événements, mais c'est pour mieux aider l'impérialisme français affaibli à se remettre sur pied. Et quand, en mars 1947, il faut voter les crédits pour la guerre, les représentants du Parti Communiste adoptent la plus hypocrite des attitudes, les députés s'abstenant discrètement, tandis que les ministres communistes votent pour

les crédits de guerre, afin de ne pas rompre la solidarité gouvernementale.

Bien sûr, les porte-parole du Parti Communiste, Duclos en tête, réaffirment « le droit des peuples à l'indépendance et à la libre disposition d'eux-mêmes ». Mais ils rajoutent aussitôt que ces peuples « sont absolument incapables d'exister économiquement et par conséquent politiquement comme nations indépendantes ». Le PC explique qu'il n'approuve pas le bombardement et la guerre, tout en affirmant qu'il est pour « le maintien de l'influence et des positions françaises en Extrême-Orient ». En somme : oui à l'impérialisme, mais par des voies pacifiques !

D'ailleurs, de quoi se plaindrait le peuple vietnamien, puisque la France « veut instaurer une démocratie véritable qui ne pourra que (lui) apporter la démocratie » ?

Le dernier argument du PC n'est pas le moins hypocrite : après tout, la domination française protégera le Vietnam contre les autres impérialismes !

En fait, ce qu'a montré le Parti Communiste en cette circonstance, c'est qu'il était prêt à participer à un gouvernement bourgeois et à en défendre jusqu'au bout les intérêts, y compris dans les conditions les plus contraires aux droits et à la liberté des peuples.

Roger PERIER.

### Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

NOM : .....

**LUTTE DE CLASSE**

pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

PRENOM : .....

**CEUX DU TECHNIQUE**

pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

ADRESSE : .....

Ci-joint la somme totale de : francs .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.



# Malgré le plan Barre : ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

Le plan Barre a à peine deux mois, mais ces deux mois ont suffi pour vérifier ce que l'on savait à l'avance : ce plan est destiné à faire supporter aux catégories laborieuses le poids de la crise. Le chômage n'a pas diminué et, comme il y a un an, les chiffres officiels — et l'on sait que ces chiffres atténuent la réalité — annoncent que le nombre de chômeurs dépasse le cap du million. Rendons à Barre cette justice qu'il ne prétendait pas lutter contre le chômage et, en la matière, on ne peut donc pas lui reprocher de ne pas avoir réalisé son objectif. Mais par contre il prétendait lutter contre l'inflation, faisant grand bruit autour du prétendu blocage des prix. Qu'en est-il ? Depuis la mi-septembre, il y a eu les augmentations de prix décidées par le gouvernement lui-même (comme celui du carburant). Il y a eu les augmentations qu'il a officiellement autorisées en invoquant la hausse des cours mondiaux (comme le café et l'huile) ou en qualifiant certains produits de « produits de luxe » et, visiblement, pour nos gouvernants, la liste de ces prétendus produits de luxe, que les travailleurs ne devraient pas consommer, est fort longue. Et puis il y a toutes les augmentations décidées par les capitalistes, contre lesquelles le gouvernement ne veut ni ne peut rien faire.

Car, en matière de contrôle des prix, les seuls contre lesquels le gouvernement fait quelque chose ce sont les petits commerçants. Comme si c'était eux qui étaient responsables de la hausse du coût de la vie. Comme s'il était normal qu'eux seuls n'aient pas le droit de répercuter sur leurs prix les hausses qu'ils subissent eux-mêmes et qui augmentent leurs frais généraux. En criant haro contre les petits commerçants, le gouvernement utilise une vieille ficelle démagogique qui a pour but d'esquiver ses responsabilités. Or le responsable de l'inflation, c'est lui, et ceux qu'il sert directement, ouvertement, les capitalistes, qu'ils aient nom Dassault, Thomson, Schneider ou Michelin. Démagogie que l'on retrouve dans la décision de Barre de différer la taxe sur les salaires (taxe qui remplace l'ancienne patente), considérée aujourd'hui comme absurde par le Premier ministre actuel de Giscard, alors qu'il y a un an son prédécesseur considérait qu'elle allait enfin introduire un peu plus de justice fiscale. Le propre des démagogues n'est-il pas de dire tout et

le contraire, suivant les problèmes du moment. Electoralisme oblige.

C'est qu'en fait, le gouvernement et Giscard sont trop obnubilés par les prochaines échéances électorales pour prendre des mesures, même minimes, qui risqueraient de mécontenter bien sûr les capitalistes, mais aussi les petits industriels, les gros commerçants, bref tous ceux qui constituent la base sociale sur laquelle ils s'appuient. D'ailleurs à tous ceux-là Barre a par avance donné des garanties, en leur garantissant que son pseudo-blocage des prix ne durerait que trois mois. Et que, dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain, ils seraient de nouveau libres de les augmenter. Et lorsque l'on voit ce qui se passe en période de blocage, on peut s'imaginer ce que cela sera lorsque les prix ne seront plus bloqués !

En fait, le seul chapitre de son plan que Barre prenne au sérieux, c'est celui du blocage des salaires. Car là aussi le gouvernement est au service des patrons.

Eh bien, il n'est pas question que les travailleurs acceptent cette situation. Les salaires doivent augmenter dans la même proportion que les prix, au même rythme. Et la classe ouvrière, si elle ne veut pas voir son pouvoir d'achat se dégrader à toute allure, doit mettre au premier rang de ses revendications l'échelle mobile des salaires.

Il nous faut en effet lutter pour une échelle mobile automatique (c'est-à-dire que la simple constatation d'une hausse des prix devrait entraîner obligatoirement une hausse correspondante des salaires), mensuelle (parce que les prix flambent trop vite pour que nous puissions nous contenter d'un rattrapage épisodique) et calculée selon des indices qui ne soient pas les indices truqués du gouvernement, mais qui soient calculés par les travailleurs et leurs organisations.

Bien sûr, pour imposer une telle échelle mobile, il ne suffira pas d'une journée d'action sans lendemain et encore moins de quelques grèves tournantes. Mais quelle autre solution, si nous ne voulons pas — la crise se prolongeant — voir le niveau de vie des travailleurs reculer de plusieurs dizaines d'années ?

Arlette LAGUILLER.

## LA MAIRIE DE PARIS :

### Un enjeu qui risque d'être disputé

Pour la première fois depuis la Commune de Paris de 1871, le maire de Paris sera élu. Et il y a de grandes chances que, Paris votant à droite, le prochain maire de Paris fasse partie de la majorité. Tout le problème est de savoir qui donc parmi les formations de la majorité va être bénéficiaire de l'opération.

Dans ces conditions, la désignation il y a une quinzaine de jours de Michel d'Ornano comme chef de file de la majorité avait semblé satisfaire à peu près tous les partis en présence, tout au moins ceux qui avaient voix au chapitre, l'UDR et les Républicains Indépendants.

Michel d'Ornano, maire de Deauville, est un républicain indépendant. Mais sa candidature permet d'éviter celle de Jacques Dominati, actuellement député de Paris, principal leader des Républicains Indépendants de la capitale, adversaire de longue date de l'UDR. Celle-ci avait accepté le choix de Michel d'Ornano,

que d'autres formations d'ailleurs, tel le Parti Radical, s'approprièrent à soutenir.

Seulement, il est fort possible que ce compromis soit plus ou moins ouvertement remis en question. Car on a pu voir — et cette tendance peut être confirmée par le résultat du deuxième tour des partielles — que les RI étaient en perte de vitesse, tandis que l'UDR, dont les candidats ont été brillamment réélus au premier tour, a repris du poil de la bête.

Reste à savoir maintenant si l'UDR se contentera de la portion congrue qu'elle avait acceptée, ou ne sera pas tentée d'en exiger plus... c'est-à-dire la mairie pour un de ses membres.

Le Premier ministre doit s'entretenir avec des représentants des formations de la majorité. Mais arrivera-t-il à recoller les morceaux, ou verrons-nous des listes concurrentes de la majorité s'affronter lors des prochaines élections municipales à Paris ?

S. F.

## La « Convention européenne sur la répression du terrorisme » :

### Les polices européennes... à la recherche d'un alibi

Herbert Golsong, directeur des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, a présenté le 16 novembre à la presse la « Convention européenne sur la répression du terrorisme ». Cette convention prévoit l'extradition des auteurs, non seulement d'actes de piraterie aérienne ou d'attentats contre des diplomates, mais plus généralement de « tout acte grave de violence » pour lequel la notion d'action de caractère politique ne pourra plus être retenue. Golsong a reconnu que cette convention abolit effectivement, dans une large mesure, la notion de droit d'asile. Mais il a tenu à préciser qu'elle contient également un certain nombre de « soupapes de sécurité », puisque son article 13 précise « Tout Etat peut, au moment de la signature, déclarer qu'il se ré-

serve le droit de refuser l'extradition en ce qui concerne toute infraction (...) qu'il considère comme une infraction politique ! ».

Cela peut sembler parfaitement contradictoire — et l'est dans la lettre — mais correspond néanmoins à la logique des Etats signataires. D'une part, ils ne veulent pas s'aliéner leur indépendance et se lier les mains par un texte à caractère « obligatoire », d'où ces réserves. Mais, d'autre part, ils veulent se donner un alibi pour justifier aux yeux de leur opinion publique la collaboration entre les différentes polices, qui est déjà largement développée, et tous les empiètements au classique « droit d'asile », qui sont déjà fréquents.

Une belle hypocrisie !

F. D.



# L'Ordre des médecins fait appel à la justice

Un certain nombre de médecins refuse depuis près de deux ans de payer leurs cotisations à l'Ordre des médecins, largement contesté pour ses prises de décisions réactionnaires.

Le Conseil national de l'Ordre a renoncé à faire passer ces médecins devant sa propre juridiction, sans doute parce que leur nombre, trop important, le lui interdisait. Et sans doute aussi se voyait-il mal interdisant au professeur Minkovski, par exemple, d'exercer. Mais il n'a pas renoncé à sévir.

C'est ainsi que mercredi 17, le conseil départemental du Val de Marne assignait l'un de ces médecins, le docteur Eva Touaty, devant le tribunal d'instance de Charenton pour non-paiement de ses cotisations. Dans la salle, une trentaine de personnes : des mé-

decins contestataires, des représentants du Mouvement d'Action Santé — le MAS, qui coordonne les actions contre l'Ordre des médecins — et de divers autres groupes. D'entrée de jeu, l'avocat de l'Ordre explique qu'il va demander le report sine die de l'audience. Il préfère attendre le résultat de la plainte déposée par le conseil départemental de l'Isère devant le conseil d'Etat, ce résultat faisant jurisprudence.

En effet, l'été dernier, dans une affaire similaire, le tribunal de Grenoble s'est déclaré incompétent, la légalité de la cotisation n'étant pas prouvée. Le conseil départemental de l'Isère a donc porté plainte en conseil d'Etat, espérant par-là faire « légaliser » la dite cotisation et contraindre les tribunaux à condamner les médecins récalcitrants.

Mais madame le Juge avait, ce matin-là, bien envie de juger. Elle a donc expliqué qu'elle ne voyait pas pourquoi le docteur Touaty ne voulait pas payer, puisque c'est la loi, que ce n'est somme toute pas cher, beaucoup moins cher que les cotisations de l'Ordre des avocats... Cela a permis au docteur Touaty d'expliquer que ce n'était pas une question d'argent mais de principe, et de donner au juge un tract explicatif du MAS pour qu'elle comprenne le problème.

L'audience a donc été remise au 5 janvier.

A la sortie, le docteur Laborit — femme d'un physiologiste connu — a invité les assistants à venir la soutenir pour un procès similaire la semaine prochaine dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

T. L.

## AVORTEMENT :

# Une loi qui est loin de résoudre tous les problèmes

Un rapport présenté le lundi 15 novembre à l'Assemblée nationale donne le chiffre de 45 085 avortements en France pour 1975, première année d'application de la loi permettant l'interruption volontaire de grossesse. 32 293 de ces avortements ont été pratiqués dans des établissements publics, et 12 792 dans des cliniques privées.

Même si l'on doit rajouter à ces chiffres les avortements non déclarés, ou ceux déclarés comme opérations diverses pour être remboursés par la Sécurité sociale, on est tout de même loin d'atteindre le chiffre de centaines de milliers d'avortements clandestins qui avait été avancé avant le vote de la loi.

Il est certes possible qu'avec l'importance grandissante de la contraception, le nombre d'avortements ait diminué.

Mais ce qui est certain, c'est qu'un bon nombre d'avortements continuent à se faire à l'étranger, en Hollande, en Angleterre, ne serait-ce que parce que les femmes dont la grossesse a dépassé la limite légale ne peuvent pas se faire avorter légalement

en France.

De plus, les tracasseries administratives, le non-remboursement par la Sécurité sociale et le manque d'information font que les avortements clandestins n'ont pas disparu.

Cela confirme, s'il en est besoin, que cette loi, même si elle représente un net progrès par rapport à la législation antérieure, ne pourra résoudre à elle seule le problème de l'avortement.

A. S.



## La reconversion de l'ex-commissaire Javille

Le directeur du Palais d'Hiver de Lyon était désolé vendredi 12 novembre au soir : sa salle était dans un piteux état après la fin du spectacle qu'y donnait Johnny Halliday. Chaises, tables, bouteilles, seaux à campagne... tout avait

valsé. Et pourtant le directeur avait cru bien faire les choses en s'adressant pour son service d'ordre à une maison réputée, la maison Javille.

C'est que, depuis qu'il a été licencié de la police à cause de ses activités annexes et

de ses liens trop étroits (ou plus exactement trop connus) avec la pègre lyonnaise, l'ex-commissaire Javille s'est reconverti entièrement dans le privé : il dirige une maison de location de gorilles. Une entreprise de cagnes qui, vu la personnalité de son patron-fondateur, ancien chef du service de répression du banditisme de la région lyonnaise, a des références et, qui plus

# EDF : L'ÉTAT S'AMENDE ?

C'est le comble de l'absurde : l'EDF, entreprise nationalisée, sera peut-être obligée de verser à l'Etat 63 millions de francs d'amendes, sous le nom de taxes para-fiscales, pour avoir consommé trop de fuel l'été dernier. C'était en effet la sécheresse, les centrales hydrauliques rendaient mal, il a bien fallu accroître la production des centrales thermiques. Seulement voilà, il y a deux ans, pour économiser l'énergie, le gouvernement avait instauré cette amende en cas de consommation excessive...

La logique administrative aboutit à cette situation ridicule. Et pourquoi ne pas puiser dans les recettes de l'impôt anti-sécheresse pour indemniser l'EDF, tant qu'on y est !

Mais il n'y a pas que le côté cocasse. Ce genre d'absurdité servira sans doute demain à « justifier » de nouvelles hausses des tarifs, ou bien la propagande en faveur des centrales nucléaires.

Il faut en tout cas de la mauvaise foi pour accuser l'EDF de gaspiller l'énergie. On l'a bien vu cette soirée du 10 novembre où la Bretagne s'est vue privée de courant parce qu'elle a eu le malheur d'être « en bout de ligne », et parce qu'il y avait plus de postes de télé que d'habitude qui étaient allumés.

L'EDF ne fait pas de cadeaux aux usagers, va-t-on l'obliger à en faire à l'Etat ?

A. V.

## « A SAINT-MALO, BEAU PORT DE MER »

Le Conseil des ministres vient de dissoudre, le 17 novembre dernier, le conseil municipal de Saint-Malo. Cette décision a été prise après que le préfet d'Ille-et-Vilaine ait démis d'office le maire de Saint-Malo, le 9 novembre dernier. Le maire venait d'être condamné à une peine de prison avec sursis pour prévarication.

Le Conseil des ministres a décidé qu'il ne serait pas le seul à quitter la mairie, vu que les actes reprochés au maire n'auraient été rendus possibles que par des délibérations du conseil municipal.

Nous ne pleurerons pas sur le sort de ce maire, qui a dû se

remplir les poches, ni même sur celui des conseillers municipaux qui en ont peut-être fait autant. Cependant, dans cette affaire, on ne peut que remarquer que si le préfet et le Conseil des ministres peuvent sans problèmes destituer maire et conseil municipal, les seuls qui n'aient rien eu à dire dans l'histoire sont... les habitants de Saint-Malo, directement concernés pourtant par ce qui se passe dans leur ville. Eux, la seule chose qu'on leur demande, c'est de voter une fois tous les six ans pour un conseil municipal. Après, contents ou pas contents, ils n'ont plus aucun moyen de contrôler ou de destituer leurs élus !

## Rennes :

### LA LOI ANTI-CASSEURS PERMET DE CONDAMNER 4 MANIFESTANTS

Le 15 novembre, la cour d'appel de Rennes a condamné quatre jeunes au titre de la loi anti-casseurs : l'un d'entre eux se voit infliger dix mois de prison, dont quatre mois fermes, tandis que les autres sont condamnés à quatre mois avec sursis.

Il leur était reproché d'avoir « organisé » une manifestation qui avait rassemblé deux mille personnes en avril 1975, à Redon, pour protester contre les licenciements envisagés à l'usine Garnier. Après la dislocation, des

manifestants avaient jeté par dessus un mur un bidon d'essence enflammée, brûlant aux mains et au visage deux CRS.

En première instance, les peines prononcées étaient légères et toutes assorties du sursis. Mais le procureur avait fait appel.

Une fois de plus, la loi anti-casseurs permet à l'Etat de condamner qui bon lui semble, peut-être même les seuls manifestants que la police avait réussi à arrêter, baptisés, pour la circonstance, « organisateurs ». Au domaine de l'arbitraire, tout est possible.

est, doit jouir tant auprès des autorités que du milieu de soutiens non négligeables.

On comprend pourquoi le directeur du Palais d'Hiver s'est adressé là. Mais voilà, à vouloir trop bien faire les choses, on finit parfois par les gâter : et c'est avant tout, aux dires de Johnny lui-même, « l'attitude provocante des gorilles » qui a déclenché la fureur de la salle. Il faut dire

que les hommes de Javille n'ont vraiment pas l'art de se fondre dans le décor : ils paraissent au contraire entre les spectateurs, les jaugeant d'un air hautain, tout en faisant négligemment des moulinets avec leurs triques, bref ils avaient l'allure d'un bataillon de CRS; c'est tout juste si l'on remarquait qu'ils avaient oublié l'uniforme.

Olivier BELIN.



# Combien paiera-t-il ?

■ Décidément, on en apprend de plus en plus sur la société Dassault-Bréguet-Aviation. Les révélations se multiplient concernant le montant des redressements fiscaux (c'est-à-dire les arrangements à l'amiable que le fisc a conclus avec une société après avoir constaté que cette dernière, à la suite de manœuvres diverses, avait masqué des revenus afin de frauder le fisc).

Le syndicat CGT de Dassault-Bréguet avait annoncé le 17 novembre que ces redressements fiscaux se montaient à 390 millions de francs lourds, soit 39 milliards d'anciens francs, pour une période de dix ans.

Le lendemain, les responsables CGT démentaient ; il y avait eu erreur, ce n'était que de 39 millions qu'il s'agissait.

Cela n'empêchait pas un délégué CGT au Comité

d'entreprise de préciser dans une déclaration à France-Soir que, pour la seule société Dassault-Aviation et pour les années 1964 à 1973, le redressement fiscal était de 80 millions.

Tandis que de son côté Le Monde écrivait que « de source administrative autorisée et sans rapport avec les syndicats, on estime que les redressements fiscaux portant sur l'ensemble du groupe contrôlé par M. Dassault de 1963 à 1975 devraient dépasser le demi-milliard de francs ».

Qui croire dans tout cela ? Peu importe le chiffre exact. Une chose est sûre : il y a eu fraude. Et celle-ci se situe à un niveau considérable. Et ceux qui manient ces milliards peuvent en dissimuler au passage et, si cela se découvre, « s'arranger » par des « redressements fiscaux » qui ne correspondent bien entendu jamais aux sommes

dues... puisque c'est un arrangement. Et ceci uniquement pour ce qui concerne les fraudes fiscales, alors qu'il y a eu tant de moyens légaux de ne pas payer d'impôts ou d'en payer moins, et même de profiter des impôts des autres en se faisant subventionner par l'Etat.

Dans cette affaire, il y aurait pourtant un moyen bien simple de savoir exactement ce qui se passe, au lieu de se perdre en spéculations : que le fisc rende publics ses comptes et ses opérations et nous dise de quel montant sont donc ces fameux redressements fiscaux. Mais il préfère de beaucoup le secret.

En réalité, le seul moyen de mettre ces spéculateurs de haut vol hors d'état de nuire serait que les travailleurs mettent le nez dans les comptes de Dassault et des siens.

Sylvie FRIEDMAN.

## AUSTERITE CHEZ DASSAULT

Nous publions ci-dessous des extraits du bulletin Lutte Ouvrière Bréguet - Dassault - Toulouse. On le verra, ceux qui savent manier et détourner des milliards savent aussi qu'un sou est un sou...

### Un bel exemple !

Les compagnons qui manient le PR ont droit à une prise de sang régulière pour contrôler leur sang.

La direction a trouvé le moyen de faire des économies même là-dessus, puisque la collation qui nous est servie après la prise de sang est de plus en plus réduite et de plus

en plus indigeste. Cela à un point tel que plusieurs compagnons se sont plaints dernièrement de maux d'estomac.

Dassault crache sur 8 millions de nouveaux francs et en même temps, il diminue notre sandwich. Décidément, la mesquinerie n'a pas de limite !

### Où est passée la porte ?

La direction vient de faire enlever la porte d'un des WC du bâtiment 5. Motif : on a trouvé des inscriptions manuscrites dans ce WC. Bien sûr, si quelqu'un veut exprimer ses opinions politiques ou autres, il y a d'autres endroits pour le faire que les murs des toilettes. Mais il faut quand même dire que la réaction de la direction est bizarre. Qu'elle

enlève la porte, d'accord. Mais au moins qu'elle la remplace !

Admettons que demain tous les WC de l'atelier soient couverts d'inscriptions. Si la direction enlève toutes les portes, il ne nous restera plus qu'à faire la queue dans les toilettes du directeur. A lui de choisir !

## On est prévenu !

Au cours d'un déjeuner de presse qui a eu lieu le 17 novembre, Georges Marchais, interrogé sur les perspectives offertes par les élections législatives de 1978, a déclaré :

« Si tu es trompé une fois, c'est de la faute de celui qui t'a trompé. Mais si tu es trompé deux fois, c'est ta propre faute. » Il a ajouté que « les travailleurs français devraient faire en sorte de ne pas connaître une nouvelle fois les désillusions qui ont suivi les expériences de 1936, de 1945, et de 1956 ».

Ces dates étant celles où un gouvernement socialiste est arrivé au pouvoir, on est en droit de supposer que Marchais conseille aux travailleurs de se méfier du Parti Socialiste.

Mais au fait, si on compte bien, cela fait donc trois fois que le Parti Communiste a appelé les travailleurs à soutenir un gouvernement socialiste — et trois fois que cela s'est mal terminé pour le Parti Communiste et pour les travailleurs ? C'est pourtant Georges Marchais lui-même qui dit : « Dès la deuxième fois, c'est ta propre faute » !

S.F.

## Giscard appelle à l'aide pour la livre... et le franc

■ La livre britannique est sauvée ! Enfin presque. Le Premier ministre britannique, James Callaghan, ayant rendu visite à Giscard, a en effet obtenu de celui-ci la promesse d'un soutien du gouvernement français.

On pourrait se demander en quoi le gouvernement français, dont la monnaie ne connaît pas un sort beaucoup plus brillant que celui de la livre, pourra bien être utile à celui de Londres. Eh bien, tout simplement en appuyant la demande du gouvernement anglais, qui désire se faire accorder des prêts par le Fonds Monétaire International, c'est-à-dire essentiellement par les Etats-Unis et l'Allemagne ! Comme on le voit, tout est donc pratiquement réglé.

Quant à la grande presse et à la télévision, qui se sont longuement étendues sur ce nouveau succès diplomatique de Giscard, elles se sont bien gardées de rappeler pourquoi le gouvernement français se sent si solidaire

des difficultés rencontrées par Callaghan et sa monnaie. C'est que, quand la livre chute, le franc français fait lui aussi le plongeon.

Si la livre baisse, tous les détenteurs de capitaux libellés en monnaie anglaise — et ils sont nombreux ! — se ruent en effet pour acheter des marks allemands, des francs suisses et même des dollars, faisant ainsi monter les cours de ces différentes monnaies. Par contagion, une seconde vague de spéculation se développe alors contre toutes les autres monnaies faibles, dont le franc français, qui perdent alors du terrain par rapport aux monnaies plus fortes en hausse. C'est d'ailleurs exactement ce qui s'est passé il y a quelques semaines, quand le franc a brutalement chuté à la suite de la livre.

Comme on le voit, ce que Giscard a promis — verbalement — à Callaghan, c'est d'appeler à l'aide en même temps que lui.

Pierre VERNANT.



## Les gaullistes : une quatrième composante pour le Programme commun

Le Parti Communiste Français, en la personne de son secrétaire général, vient d'inviter les gaullistes, qui seraient « nombreux à ne plus suivre l'UDR giscardisée », à former une quatrième composante de l'Union de la gauche. Dans la foulée, Georges Marchais a même précisé que la porte de son parti « est ouverte » à ceux qui, parmi les gaullistes, voudraient le rejoindre !

Pour l'instant, la seule personnalité de l'UDR à avoir été sensible aux sirènes de l'Union de la gauche semble être l'ex-ministre Charbonnel.

Quoi qu'il en soit, ce ralliement auquel se livre le Parti Communiste dans les rangs gaullistes vient rappeler fort à propos aux travailleurs qu'il n'y a strictement aucune incompatibilité entre le Programme commun de la gauche et un passé de politicien réactionnaire. On sait d'ailleurs que Pisani (l'ancien ministre de l'Agriculture de De Gaul-

le) ou Delors (l'ancien conseiller du Premier ministre Chaban-Delmas) se retrouvent aujourd'hui au Parti Socialiste. Après tout, il ne doivent guère se sentir dépayés à côté d'un Mitterrand qui fut onze fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République.

Mais si le PCF se livre à cette opération de charme en direction des gaullistes, c'est aussi que l'existence d'une quatrième composante, gaulliste, de l'Union de la gauche, faisant contrepoids au Parti Socialiste, ne serait pas pour déplaire à Marchais.

Ces avances indécentes partent du principe que, l'électorat ouvrier et populaire de la gauche lui étant acquis, celle-ci peut compter sur cet électorat et le tromper dès aujourd'hui avec ces gaullistes dont la Constitution était dénoncée par le Parti Communiste comme « monarchiste » au début des années Soixante.

Pierre LAFFITTE.



## L'indexation de l'épargne

# Une mesure promise pour 1978 qui ne touchera pas les plus modestes

Giscard se veut donc le défenseur de « l'épargne populaire ». Dans une lettre à Raymond Barre du 16 novembre, il charge son Premier ministre de mettre sur pied un dispositif assurant la protection des petits épargnants contre l'inflation... au plus tard pour le premier janvier 1978.

Ce « livret Giscard » serait plafonné, comme celui des Caisses d'Epargne, mais ne concernerait pas l'épargne « liquide », c'est-à-dire que ne bénéficieraient de l'indexation sur la hausse du coût de la vie (selon les indices officiels de l'INSEE) que des dépôts bloqués pour plusieurs années (trois, cinq ou peut-être même dix ans). D'emblée, cela éliminera des bénéficiaires les plus petits épargnants, ceux qui ne peuvent pas s'offrir le luxe de bloquer leurs économies sur plusieurs années, ceux qui sont à la merci du moindre imprévu, surtout en cette période de crise économique.

Et ces derniers continueront de laisser à l'Etat la différence entre les 6,50 % d'intérêt qu'ils touchent et le taux d'inflation, qui est pratiquement le double.

En fait, la mesure de Giscard se résumera à une sorte d'emprunt d'Etat à un taux d'intérêt particulièrement avantageux, tout en ayant (du moins avant son application) de faux airs d'institution « sociale ».

En réalité, cette opération publicitaire n'a rien à voir avec une quelconque indexation des revenus des gens modestes sur le coût de la vie.

D'ailleurs ce n'est pas par hasard si Giscard a parlé de protéger « les petits patrimoines », c'est-à-dire en réalité les petites fortunes, et non les économies des salariés et des autres petites gens. S'il s'était agi de cela, ce n'est pas de l'indexation de l'épargne qu'il aurait fallu parler, mais celle des pensions, des retraites... et des salaires. Ce dont le Programme commun lui-même n'ose parler, et à fortiori Giscard, évidemment, qui préfère, lui, emprunter le thème peu compromettant de la « protection de l'Epargne ».

En réalité, cette idée de protéger « l'épargne populaire » ne veut rien dire, ou plutôt est une belle mystification. Car, parmi les « épargnants », sont indistinctement mêlés aussi bien les gros que les petits. 55 % des sommes déposées dans les Caisses d'Epargne ressortiraient de la « grosse » et de la « super-épargne », selon une étude d'enseignants de la faculté de droit (citée par Le Monde). Cela signifie que, si les travailleurs et les petites gens n'ont pour leur part d'autre choix que de confier toutes leurs économies aux Caisses d'Epargne à un taux d'intérêt dérisoire, par contre bon nombre de petits ou moyens bourgeois quant à eux, se servent des Caisses d'Epargne comme d'une annexe plus rentable à leur compte en banque. Mais eux ont par ailleurs de multiples moyens autrement efficaces d'indexer leur épargne, ou plutôt leurs revenus, sur le coût de la vie, en plaçant leur

argent là où c'est rentable.

Et les petits bourgeois plus ou moins fortunés, comme les plus gros, placeront leur argent dans les « livrets Giscard » (s'ils existent un jour), comme ils achètent aujourd'hui des bons

du Trésor ou du « Pinay » s'ils le jugent opportun.

Quant à cette initiative « sociale » de Giscard, elle relève avant tout de la démagogie électorale.

Huguette CHEVIREAU.



Encore une idée à Giscard : après le livre bleu, le livret Giscard. Démagogie tous azimuts...

## EXTRÊME-GAUCHE :

Dans le numéro de Rouge daté des 13 et 14 novembre, Alain Krivine, sous le titre « L'unité était et reste possible », déplore la « division des révolutionnaires » qui s'est manifestée dans les élections législatives partielles. « Nous pensons — écrit-il — qu'il était possible de réaliser un accord avec plusieurs organisations comme le PSU, Lutte Ouvrière ou Révolution-GOP. (...) Cette politique unitaire a rencontré partout le veto des camarades de Lutte Ouvrière ».

Ce « partout » est pour le moins abusif. Nous n'avons pas refusé « partout » un tel accord, pour la simple raison que la direction de la LCR ne nous l'a proposé nulle part. La seule proposition concernant cette campagne électorale que nous ayons reçue, nous conviant à une réunion à laquelle étaient également invitées un certain nombre d'organisations, dont le PSU, émanait de l'organisation locale de la LCR du 5<sup>e</sup> arrondissement parisien.

Nous ne disons évidemment pas cela pour laisser entendre que, si ailleurs on nous avait proposé un tel accord, nous étions prêts à l'accepter. Si nous avions estimé une telle solution possible et souhaitable, nous l'aurions nous-mêmes proposée. Mais le fait que la direction de la LCR nous reproche aujourd'hui de ne pas avoir accepté des propositions unitaires qu'elle ne nous a jamais faites prouve assez le peu de sérieux de celles-ci. En fait, ce que recherchaient vraiment les camarades de la LCR, c'est un accord avec le PSU dans chacune de ces circonscriptions. Ils n'ont pas oublié de présenter leurs propositions à cette organisation. Ils ont même, si l'on en croit les polémiques que cette campagne électorale a provoquées entre la LCR et le PSU, multiplié les démarches. Mais les reproches adressés après coup à Lutte Ouvrière ne sont là que pour la galerie.

## L'unité, pourquoi pas, mais avec qui ? Et pour quoi faire ?

que pour faire croire qu'il s'agissait d'une politique unitaire « tous azimuts ».

Quoi qu'il en soit, s'il n'y a pas eu de candidatures unitaires des révolutionnaires dans ces élections, ce serait uniquement, d'après la LCR, à cause des « attitudes sectaires » du PSU d'un côté et de Lutte Ouvrière de l'autre, et non pas à cause des divergences politiques qui existent au sein de l'extrême-gauche. C'est ainsi que le 8 novembre, sous le titre « Des prétextes... », Rouge écrivait : « LO rejette toute discussion avec le PSU parce qu'elle refuse de considérer ses candidatures comme des « candidatures révolutionnaires ». Pourtant LO, en 1971, présentait des listes communes avec le PSU. Pourtant LO organisait, il y a quelques années, une Conférence ouvrière commune avec le PSU. Le PSU a-t-il changé de nature depuis ? ».

« Changer de nature ? », certainement pas. Mais changé de politique, oui. La preuve en est que le PSU s'est lui-même radicalement refusé à toute candidature commune avec la LCR dans ces élections, n'acceptant pour tout accord qu'un « désistement (de la LCR) politiquement explicité par les deux organisations » (Tribune Socialiste du 11 novembre) et qu'interrogé par Rouge (du 17 novembre) sur les conséquences que son parti tirait pour les élections municipales de ces élections partielles, Victor Leduc, secrétaire national du PSU, déclarait sans détour : « Notre

tactique n'en est pas changée. (...) Nous continuons à rechercher la réalisation de listes communes avec les partis de l'Union de la gauche ».

A vrai dire, il faut d'ailleurs se voiler volontairement les yeux pour ne pas voir que depuis longtemps déjà, et en particulier depuis le ralliement pur et simple à la candidature de Mitterrand dès le premier tour en 1974, le PSU n'a cessé d'être l'appendice de gauche de l'adite Union de la gauche. Dans ces conditions, dire comme Krivine (Rouge des 13 et 14 novembre) : « Soyons francs, nous ne faisons pas une confiance inconditionnelle aux dirigeants du PSU pour se démarquer du Programme commun », loin de relever de la « franchise », relève au contraire de l'euphémisme, pour ne pas dire de l'hypocrisie. Et cela nous amène, nous, à nous poser des questions sur la volonté des dirigeants de la LCR de se démarquer de l'Union de la gauche.

Parce qu'il ne suffit pas pour cela de dire que le Programme commun « ne propose pas (...) la voie du pouvoir des travailleurs, de la démocratie directe, de la rupture radicale avec le système capitaliste » (texte d'accord signé par le PSU et la LCR en Corrèze). Cela, tout le monde le dit, même le Parti Communiste et le Parti Socialiste, qui se défendent justement comme de beaux diables d'être des affreux « collectivistes ». Le problème que pose à la classe ouvrière l'éventualité de la venue de

l'Union de la gauche au gouvernement, ce n'est pas tant que le PC et le PS aient signé ensemble un programme qui ne sort en rien du cadre bourgeois. C'est d'abord que, s'ils accèdent au gouvernement aujourd'hui ou demain, ce ne pourra être que pour y mener la politique de la droite, que pour essayer d'imposer aux travailleurs, au nom de l'intérêt national et de l'austérité nécessaire, des sacrifices supplémentaires. Le PSU le dit-il généralement ? Non. L'a-t-il dit là où la LCR soutenait ses candidats ? Pas davantage. Et ce qui est plus grave, c'est que la LCR, organisation trotskyste, ne le dit pas clairement.

Alors, c'est vrai, nous ne voyons pas, dans ces conditions, l'intérêt de candidatures communes, dans des élections comme celles qui viennent de se dérouler, avec le PSU — qui d'ailleurs n'en veut pas. Nous pensons que notre devoir vis-à-vis de la classe ouvrière consiste à lui parler le langage de la clarté, par rapport à l'Union de la gauche, et non pas à camoufler la nature et la politique de celle-ci sous du verbiage gauchiste.

Nous ne voyons même pas l'utilité de discuter avec le PSU de candidatures communes, aussi impossibles que dépourvues de sens, pas plus que nous ne voyons l'utilité de discuter de telles candidatures avec les nationalistes occitans, ou tout autre courant n'ayant rien à voir avec le communisme, avec lesquels la LCR a recherché des accords en Haute-Loire ou en Gironde.

Mais nous sommes prêts, comme nous l'avons toujours été, à discuter avec les camarades de la LCR — sans nous cacher que, malgré notre référence commune au trotskysme, nous avons bien des divergences — de ce que nous pouvions faire ensemble. A eux, simplement, de choisir leurs alliés.

François DUBURG.



# APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS PARTIELLES

Même si l'on ne peut considérer les circonscriptions dans lesquelles se déroulaient des élections partielles comme représentatives du corps électoral à l'échelle nationale, elles n'en ont pas moins eu valeur de test, aussi bien pour la majorité que pour l'opposition.

Le second tour de l'élection en Haute-Loire a permis au candidat de l'opposition, un socialiste, de reprendre un siège à la majorité. De peu, il est vrai. Mais la démonstration y a été faite, d'une part, que les abstentionnistes du premier tour se répartissaient à peu près également sur la majorité et sur l'opposition, contrairement à ce que laissaient croire certains commentateurs, et d'autre part que l'ensemble des voix des électeurs du Parti Communiste et de Lutte Ouvrière s'étaient reportées sur le candidat socialiste.

Il faudra certes attendre les résultats du second tour des autres élections partielles pour en tirer des conclusions précises. Mais les indications fournies par les résultats du premier tour ne sont pas dénuées d'intérêt. Car si les hommes de la majorité avaient décidé de ne pas s'affronter les uns les autres dans des circonscriptions qui étaient considérées comme les fiefs personnels des ex-membres du gouverne-

ment qui portaient à la reconquête de leur siège de député, l'affrontement entre l'UDR et les autres tendances de la majorité a bien eu lieu, même si ce fut de manière indirecte, au travers de la comparaison des résultats.

Il s'est traduit à l'avantage incontestable des deux représentants de l'UDR, Tiberi dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris et Chirac en Corrèze, qui tous deux ont été élus dès ce premier tour avec un pourcentage accru de voix. Alors que les autres tendances de la majorité ont marqué, à l'occasion de ce scrutin, un recul certain. L'opération tourne nettement à l'avantage de Chirac, qui voit sa position renforcée. Marque-t-elle la débâcle des Centristes et des Républicains Indépendants ? De toute façon, ces formations sont sur la défensive et leur objectif n'est pas tant, aujourd'hui, d'espérer remporter des victoires électorales éclatantes (cela serait de leur part bien présomptueux) mais tout au moins de sauver les meubles. Le second tour nous dira si elles y ont réussi.

La gauche se renforce incontestablement du recul des Centristes et des Réformateurs. Mais, là encore, ce renforcement ne concerne pas toutes les tendances qui la composent. Le grand bénéficiaire de ce courant est le Parti

Socialiste. Il récupère une grande part des électeurs qui, en 1973, votaient pour un candidat centriste ne se trouvant pas alors dans la majorité et qui n'ont pas suivi leurs représentants, quand ceux-ci ont rallié Giscard. Le Parti Socialiste récupère à droite, mais il mord aussi sur l'électorat du Parti Communiste. Et ce gonflement du PS et de lui seul explique à la fois le renforcement électoral de la gauche et les limites politiques d'un tel renforcement. Le PC, lui, recule dans quatre des six circonscriptions en compétition, reste stationnaire dans l'Allier et ne progresse que dans les Yvelines. Mais le PC ne perd pas seulement des électeurs sur sa droite. Il en perd sur sa gauche, qui ont porté leur suffrage sur les candidats de l'extrême-gauche. Et si cette dernière n'a obtenu qu'un nombre de voix qui reste encore faible, elle n'en a pas moins montré qu'elle était présente, non seulement parce qu'elle avait une candidature dans toutes les circonscriptions, mais aussi parce que le chiffre des voix recueillies est loin d'être négligeable (1,3 % des votants en moyenne pour les six candidats de Lutte Ouvrière).

Il faudra sans doute attendre les résultats du second tour, le 21 novem-

bre, pour connaître peut-être les conclusions que Giscard, Chirac et les représentants de la majorité tireront de ses consultations et l'attitude qu'ils prendront alors. Peut-être décideront-ils de ne pas bouger, de crainte de précipiter une défaite électorale. Alors, ce test n'aura permis que de mesurer le rapport de forces électoral, aussi bien au sein de la majorité qu'au sein de l'opposition. Peut-être, au contraire, se décideront-ils à précipiter les échéances, estimant que mieux vaut sauver les meubles. En effet, selon certaines estimations, une extrapolation à partir des résultats électoraux actuels indique que, s'il y avait aujourd'hui des

élections, il y aurait sans doute une majorité de voix pour la gauche, mais une majorité de députés des partis de la majorité.

Giscard pourrait alors faire le choix, en précipitant les élections, de faire pièce à la poussée de l'opposition et en même temps de ne pas laisser trop de temps pour que l'opération Chirac se développe et lamine les Républicains Indépendants et les Centristes.

Giscard reste certes maître des échéances, mais l'évolution de la situation économique et politique lui laisse de toute façon une marge de manœuvre bien étroite.

J.P.V.



## Alençon La justice donne le feu vert aux assassins racistes

Que se passera-t-il si demain un ouvrier, par exemple vient à tirer sur son patron à l'aide d'une carabine 22 long rifle, le laissant paralysé à vie, à la suite d'un sectionnement de la moelle épinière ? Le tribunal qui aurait à le juger l'acquittera-t-il en le condamnant simplement à une lourde amende pour « imprudence en manipulant son arme sur la voie publique » ?

C'est pourtant ce qui vient de se passer, à cette différence près que les victimes — ils sont deux — sont Algériens et que celui qui tenait le fusil est Français.

Les Algériens ont voulu se faire servir à boire dans un

café où il y avait des clients. On leur a répondu que c'était fermé et que les consommateurs étaient des amis. On a appris, à l'audience, que la police estime que les Algériens « posent des problèmes », et qu'elle avait demandé qu'on ne leur serve pas à boire le soir. Cela ne semble pas très légal et est peut-être à l'origine de l'incident. En tout cas, cela ne peut qu'encourager les tenanciers racistes.

A la suite d'une bagarre entre les Algériens et les consommateurs, l'un d'entre eux est rentré chez lui, a pris une carabine, est revenu et a tiré à quatre reprises, blessant l'un des Algériens au ventre et à

la cuisse et mutilant l'autre pour le reste de ses jours. Le tribunal a acquitté l'agresseur et le public a applaudi le verdict.

Que peut-on conclure du verdict que vient de rendre le 16 novembre la cour d'assises de l'Orne ? Que c'est un jugement raciste ? Qu'il autorise en fait un individu à tirer à coups de fusil sur un autre en le mutilant à vie... à peu près impunément ?

Si demain les racistes de l'Orne ou d'ailleurs recommencent, on pourra dire que ce jugement y a été pour quelque chose.

André VICTOR.

## Chirac interpellé au marché d'Ussel

Vendredi 12 novembre, sur le marché d'Ussel, se retrouvaient les divers candidats aux élections législatives partielles de la Corrèze. Chirac, bon démagogue, serrait des mains, entraînait dans les boutiques, offrait l'apéritif...

Au coin d'une rue notre candidate Micheline Moratille tombe sur lui et l'interpelle :

« Monsieur Chirac, je voudrais vous poser deux questions ! D'abord, que sont devenus les 25 milliards que vous avez distribués aux capitalistes l'an dernier, paraît-il pour lutter contre le chômage ? Pourtant le chômage n'a pas diminué... »

Réponse de Chirac : « De quoi parlez-vous ? S'agit-il d'anciens francs ou de nouveaux francs ? Il doit s'agir des subventions aux entreprises nationalisées. Si elles les gaspillent, c'est une des raisons pour lesquelles je

ne suis pas pour les nationalisations. »

Micheline Moratille : « Ma deuxième question, monsieur Chirac, sera pour vous demander ce que vous avez bien pu vous dire avec Giscard d'Estaing, que vous avez rencontré l'autre jour. Pourquoi ce secret ? Que voulez-vous nous cacher ? »

Chirac : « Là-dessus, je n'ai pas de comptes à vous rendre. Il s'agissait d'un entretien privé. »

Micheline Moratille : « Mais vous voulez être élu député de la Haute-Corrèze. Je trouve inquiétant que vous estimiez ne pas avoir de comptes à rendre à vos électeurs sur vos agissements. »

Voilà les gens qui nous gouvernent : ils parlent toujours de « peuple souverain », mais ils ont une curieuse conception de la démocratie.

Correspondant LO.

**Meeting de Lutte Ouvrière  
L'unité des révolutionnaires :  
bilan et perspectives**

le 26 novembre à 20 h 30  
Mutualité 24 rue St-Victor Paris 5<sup>e</sup>



## Brésil :

# Les évêques dénoncent les violences et l'oppression

L'assemblée des évêques du Brésil vient de rendre publique une violente condamnation du régime dictatorial, des sévices et des excès policiers.

On savait déjà que dans ce pays les opposants, même les simples libéraux, même certains modérés étaient incarcérés, torturés, assassinés. Depuis quelques années des membres du clergé ont eux aussi été victimes de la dictature. Mais la violence policière déborde très largement le cadre des milieux d'opposition.

Le document des évêques

cite notamment le cas des Indiens d'Amazonie qui sont en train de perdre de grandes parties de leur territoire. L'assemblée des évêques dénonce les arrestations et les tortures envers les pauvres, pour seul délit de vagabondage, d'absence de papiers d'identité ! Elle cite des cas précis de violence policière contre la population. Comme celui d'un policier militaire qui lance une grenade contre une institution pour enfants, afin d'assouvir une vengeance personnelle. Comme cet autre cas de policiers décidant de

se venger contre une famille, brûlant un bébé au visage au moyen d'une cigarette, écrasant les testicules d'un homme.

Et les autorités couvrent tous les excès de la police, acceptant tout, accusent de communisme ceux qui protestent.

Ce n'est pas la première fois que la dictature brésilienne est dénoncée, y compris par des membres du clergé. Mais il faut que la situation soit devenue intolérable pour que ce soit une assemblée d'évêques qui en vienne ainsi à condamner le régime.

A. V.

## Chili :

# Quand les tortionnaires veulent se faire passer pour des libéraux

Le gouvernement chilien a déclaré le 17 novembre que cent trente-quatre détenus politiques ont été remis en liberté sur les trois cent quatre dont il avait annoncé la libération. La veille il avait fait savoir que ces trois cent quatre prisonniers représentaient la totalité de ceux qui avaient été arrêtés en vertu de la loi sur l'état d'urgence.

C'est un geste politique que la junte militaire a décidé de faire vis-à-vis du reste du monde et en particulier des pays qui refusent encore d'entretenir des relations normales

avec la dictature chilienne. Un geste dérisoire. La junte continue à assassiner, déporter, emprisonner, torturer.

Et au moment même où le gouvernement chilien ose revendiquer un brevet de libéralisme, il a le front de proposer un marché infâme. Il s'est en effet déclaré prêt à procéder à des échanges de prisonniers. Il propose en particulier celui du dirigeant communiste chilien Luis Corvalan contre le dissident soviétique Boukovski, actuellement détenu en URSS.

Un marchandage odieux qui

a pour seul but de démontrer à l'opinion publique mondiale que la junte chilienne, après tout, n'est pas pire que bien d'autres Etats qu'on situe dans le camp opposé.

Bien sûr, si aujourd'hui la junte militaire chilienne peut tenir un tel langage, c'est à cause de la sinistre image que l'URSS donne du communisme.

Mais ce ne sont pas les méfaits et les crimes de la bureaucratie russe qui peuvent faire oublier ceux des tortionnaires chiliens.

S.F.

## Italie :

# Les partis de gauche acceptent le plan d'austérité

Le 12 novembre dernier, le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti a obtenu la confiance du Parlement pour poursuivre sa politique d'austérité. Il compte réduire la consommation privée de 4.000 milliards de lires, diminuer les dépenses des services publics et augmenter les impôts. Chaque semaine depuis le 20 septembre, le gouvernement italien annonce à la population de nouvelles mesures d'austérité. Mais, cette fois-ci, il a reçu de la Chambre un chèque en blanc pour faire payer la crise aux travailleurs. Il n'a pu obtenir cette confiance que grâce à l'absten-

tion des députés de la gauche. Les socialistes pour leur part ont pleurniché devant l'opinion publique en trouvant comme seule excuse hypocrite que « seule la gravité de la crise nous a fait renoncer à voter non ». Le Parti Communiste, quant à lui, a remporté la palme du cynisme puisqu'il n'a même pas éprouvé le besoin de chercher une quelconque excuse auprès des travailleurs, et s'est borné à reprocher à Andreotti de ne prendre que des mesures fragmentaires et de n'agir qu'avec retard.

Le gouvernement italien actuel, déjà affublé du sobriquet de

« gouvernement des abstentions », compte avant tout sur l'aval de cette gauche qui a fait sien la maxime : « qui ne dit mot consent ».

Et Andreotti compte maintenant obtenir la complicité ouverte des bureaucraties syndicales à qui il a donné un délai d'un mois pour s'entendre avec les industriels sur une réduction du coût du travail, c'est-à-dire sur l'augmentation de la productivité et le freinage des salaires. Mais là, il devra aussi compter avec les réactions des travailleurs.

H.C.

## Une nouvelle opposition soviétique



Un groupe d'intellectuels soviétiques, dont Leonid Pliouchtch est le représentant le plus connu, vient de faire paraître cette semaine une nouvelle publication : **Alternative démocratique**.

Ce groupe d'émigrés a ceci de particulier qu'il se veut à gauche dans son combat contre la bureaucratie soviétique. Certes, ce groupe ne se réclame ni de l'héritage du bolchévisme, ni de l'Opposition de gauche des années 1923-1927 ; certes, il rassemble d'une façon un peu hétéroclite à côté de ceux qui se disent « néo-marxistes » comme Pliouchtch, des hommes qui se disent « tolstoïens », « socialistes

chrétiens » ou encore « adeptes de la troisième voie ».

Mais il n'empêche que jusqu'à présent ce sont les seuls qui, en Occident, tout en dénonçant la bureaucratie soviétique, font entendre clairement un autre son de cloche que celui de Soljénitsyne, dont les élucubrations anti-communistes comblent d'aise l'opinion réactionnaire.

Et savoir que parmi les intellectuels soviétiques il en existe — même s'il s'agit d'une minorité — qui ne confondent pas le socialisme avec l'odieuse caricature stalinienne, est réconfortant pour l'avenir.

Stéphane HÉNIN.

## Pologne

# Rationnement du charbon

Après le sucre et l'énergie électrique, les autorités polonaises ont depuis la mi-septembre rationné la vente du charbon dans les villes en fonction de la superficie du logement. Un citadin disposant d'une pièce aura droit à 1,2 tonne de houille ; à 1,8 tonne pour deux pièces ; 2 tonnes pour trois pièces. Quant aux paysans, les livraisons de charbon qu'on leur fera dépendront de la vente à l'Etat des bêtes pour l'abattoir, en particulier des porcs.

Cette décision suscite au sein de la population polonaise le mécontentement et l'exaspération. Et les travailleurs polonais ont su montrer à plusieurs reprises, notamment à Radom, qu'ils n'entendaient pas supporter les frais et le poids d'une crise dont ils ne sont pas responsables, dans une

économie qu'ils ne contrôlent pas.

Ce rationnement est d'autant plus choquant que la Pologne est le quatrième producteur mondial de charbon, et qu'elle en exporte près de 40 millions de tonnes, soit le quart de sa production. Et il n'est pas question, disent les dirigeants du pays, de réduire cette exportation sous peine de diminuer les rentrées de devises, en particulier occidentales.

Cela prouve que l'économie de la Pologne, comme celles des autres pays des Démocraties populaires, reste encore largement tributaire du marché mondial et du capitalisme occidental qui, par le biais de l'échange, leur font subir les effets de la crise.

J.-P. V.

**Rolf Biermann interdit de séjour en RDA ; un chanteur soviétique incarcéré ; les bureaucrates n'aiment pas les lendemains qui chantent.**

Le chanteur Rolf Biermann vient d'être déchu de la nationalité est-allemande. Les autorités de la RDA qui lui avaient accordé, pour la première fois depuis 1965, un visa de quelques semaines pour faire une tournée en Allemagne de l'Ouest, ont profité de cette occasion pour l'interdire de séjour en RDA.

Rolf Biermann, poète, chanteur, vivait jusqu'en 1950 en Allemagne fédérale. A cette date, il avait choisi volontairement d'aller s'installer en RDA, « la meilleure partie de l'Allemagne » affirmait-il. Mais il osait contester la politique des bureaucrates est-allemands. Il avait osé contester l'érection du mur de Berlin. Il s'était prononcé contre l'intervention soviétique en Tchécoslova-

quie. Il parlait dans ses chansons de Marx, Engels, Lénine... et même de Trotsky. Il espérait réformer le stalinisme et dans ses chansons il disait qu'il faudrait à l'Allemagne un « PC mûri au soleil italien ».

Quelques jours plus tôt, un chanteur-compositeur soviétique, Piotr Startchik, qui lui aussi chantait des chansons contestataires en organisant de petits récitals dans les rues de Moscou, venait d'être libéré d'un « hôpital psychiatrique » à condition qu'il s'engage à cesser ses rassemblements malsonnants aux oreilles des bureaucrates.

En URSS comme en RDA, les bureaucrates ont les oreilles sensibles.

J.-P.V.



## L'impasse du nationalisme

Le Parti Québécois, partisan de l'indépendance, a donc remporté les élections du 15 novembre et son président, René Levesque, est devenu Premier ministre du Québec.

Cette victoire électorale est essentiellement celle d'une équipe de rechange, par rapport au Parti Libéral qui gouvernait le Québec depuis six ans et qui avait cristallisé contre lui divers mécontentements nés de la crise et, cette année, du scandale des Jeux Olympiques, dont le déficit évalué à l'équivalent d'environ 4,5 milliards de francs, a été financé par une augmentation des impôts directs et indirects qui équivalait à environ 1 000 F par contribuable.

Sur la question linguistique aussi, le Parti Libéral s'était déconsidéré. La « loi 22 », instituant

le français comme seule langue officielle du Québec, avait mécontenté les quelque 20 % de la population non francophones, tandis que l'offensive verbale contre cette même loi, lancée ces dernières semaines, était apparue comme de la démagogie électorale.

Le Parti Québécois, quant à lui, avait l'avantage de paraître neuf aux yeux des électeurs. Pourtant son président, René Levesque, est issu du Parti Libéral et, sous cette étiquette, a déjà été ministre de 1960 à 1966. Il s'en est ensuite séparé pour regrouper en 1968 différents petits groupes réclamant l'indépendance du Québec. Il est vrai que, dans un Québec où la communauté francophone était de plus en plus sensibilisée aux revendications nationalistes, dans lesquelles elle voyait

une solution au problème posé par le fait d'appartenir à une communauté francophone de six millions d'habitants, dans une Amérique du Nord on compte plus de 220 millions d'anglophones, reprendre ce langage nationaliste québécois pouvait apparaître comme une bonne opération à un politicien comme Levesque.

Mais, lors de sa dernière campagne électorale, le Parti Québécois avait placé le thème de l'indépendance au second plan. Et l'annonce d'un référendum sur cette question, qui pourrait avoir lieu dans les deux ans, va dans le même sens, puisque le résultat de ce référendum est loin d'être garanti, le Parti Québécois ayant la majorité absolue du point de vue du nombre de sièges mais n'ayant obtenu que 41 % des voix. En effet le programme indépendantiste, s'il a permis au Parti Québécois de se renforcer, pose un sérieux problème dès qu'il s'agit de gouverner. La bourgeoisie québécoise, si elle voyait d'un œil favorable un Parti Québécois dont le nationalisme pouvait servir de dérivatif aux revendications populaires, ne souhaite pas nécessairement en effet une séparation d'avec les neuf autres provinces du Canada.

Le Parti Québécois parviendra peut-être à établir de nouvelles relations entre le Québec et le Canada anglophone, acceptées par les nationalistes québécois comme par les fédéralistes. Mais si, comme c'est le plus probable, le Québec reste partie intégrante du Canada, il n'est pas impossible aussi que, à la suite des espoirs déçus des nationalistes québécois, renaissent des organisations nationalistes terroristes, comme le FLQ.

A l'impasse nationaliste réformiste se substituerait de nouveau l'impasse nationaliste radicale. Mais ne serait-ce pas logique puisque, pour les travailleurs québécois, c'est le nationalisme même qui est une impasse ?

Jean SANDAY.



## NATIONS-UNIES

### Le veto des massacreurs

Les Etats-Unis viennent de réitérer leur veto à l'admission du Vietnam à l'ONU. Ils exigent qu'au préalable le Vietnam fournisse des détails sur les militaires américains disparus pendant la guerre ! Ces arguments sont d'une hypocrisie ignoble.

Après des années et des années de massacres, de bombardements aveugles avec les engins les plus meurtriers, après

les bombes à billes, les bombes incendiaires, les défoliants, le napalm, voilà les Etats-Unis qui se présentent comme les défenseurs de l'armée en gants blancs et du respect du code de la guerre. Seraient-ils capables, eux, de dire combien d'hommes, de femmes, d'enfants ils ont assassinés, brûlés, asphyxiés, mitraillés pendant cette guerre ? Pourraient-ils en fournir les listes ?

Certes, ce n'est pas l'admission à l'ONU, ce moulin à paroles à la solde de l'impérialisme, qui changera quoi que ce soit au sort du peuple vietnamien. Mais le refus dérisoire du gouvernement des USA ne modifiera rien au fait que, malgré les souffrances qui lui ont été infligées, le peuple vietnamien a gagné droit de cité.

R. P.

## L'affaire Gilmore aux USA :

### Une condamnation du système pénitentiaire

Condamné à mort pour un double meurtre, Gary Gilmore veut à tout prix que la sentence soit exécutée. Le gouverneur de l'Etat d'Utah ayant ajourné son exécution, Gilmore a tenté de se suicider en absorbant des barbituriques.

Pourquoi un homme de 35 ans recherche-t-il désespérément cette mort ? Cette question, beaucoup se la sont posée, tellement il paraît aberrant qu'un homme veuille si obstinément sa propre fin.

Mais c'est que Gilmore sait bien ce qui l'attend s'il est gracié : la réclusion à perpétuité. Aussi refuse-t-il de toutes ses forces cette mort à petit feu que lui promet le système pénitentiaire. Il préfère, comme il l'a déclaré, en finir une bonne fois pour toutes, lui qui, à 35 ans, a passé 21 années de sa vie en prison.

Un combat se livre en ce moment aux Etats-Unis, entre partisans et adversaires de la peine de mort pour Gilmore.

La Commission des grâces tergiverse et remet de semaine en semaine sa décision. Il faut certes lutter contre la peine de mort, qui est un droit d'assassinat légal que s'arroge cette société. Mais l'abolition de la peine de mort ne résoud pas le problème du système pénitentiaire lui-même.

L'affaire Gilmore aura montré de façon tristement éclatante l'aberration du système pénitentiaire, inhumain et qui amène un jeune homme à préférer la mort à la perspective de passer le restant de sa vie entre quatre murs. C'est ce système pénitentiaire qu'il faut détruire de fond en comble.

G.F.

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

### 30 000 manifestants contre une centrale nucléaire

De violents affrontements se sont produits en Allemagne fédérale, à Brockdorf dans le Holstein, entre manifestants qui protestaient contre la création d'une centrale nucléaire et forces de l'ordre.

Les bagarres se sont déroulées tard dans la nuit, faisant soixante-quinze blessés du côté de la police et au moins une centaine du côté des manifestants. Les policiers, particulièrement nombreux, ripostaient violemment, employant des gaz lacrymogènes dangereux, dont l'usage a été interdit à Berlin.

Cette manifestation de plus de 30.000 personnes (d'après la presse allemande) est la plus grande manifestation antinucléaire qui ait jamais eu lieu en Allemagne.

Déjà, dès l'annonce du début des travaux de la centrale nucléaire, les protestations s'étaient multipliées : une pétition recueillait 20.000 signatures, tandis qu'au cours d'un référendum officieux, 75 % des habitants de la région se prononçaient contre l'implantation d'une centrale. Une première manifestation, rassemblant plusieurs milliers de personnes, avait été organisée le 6 novembre.

L'ampleur de ces manifestations montre le mécontentement de la population. Il faut dire que, outre les dangers représentés par la création de centrales nucléaires qui sont loin de présenter actuellement toutes les garanties de sécurité, cette centrale doit être construite à l'embouchure de l'Elbe, dont les eaux, déjà très polluées, vont servir au refroidissement des centrales. Des experts estiment pourtant que le seuil de tolérance est déjà atteint et que l'Elbe risque de devenir, du jour au lendemain, « un fleuve mort ».

Cette manifestation, comme celles qui se sont déroulées à Hanovre contre les projets de trois centrales de retraitement des déchets radio-actifs, montrent qu'une partie de la population n'est pas prête à accepter sans rien dire les décisions du gouvernement en matière d'implantation de centrales nucléaires, avec ce que cela veut dire de pollution et de manque de sécurité, qu'elle entend intervenir et dire son mot dans un choix qui la concerne en premier lieu. Et c'est bien la moindre des choses.

Anne SEVILLE.



## lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

### POLITIQUE hebdo

#### Ligue Communiste, le moment autocritique

Sous ce titre, Politique Hebdo du 15 novembre publie une interview de René Yvetot, membre du bureau politique de la LCR. L'auteur de cette interview évoque, à propos du prochain congrès de la LCR, « une grande lessive théorique et pratique », ce qu'Yvetot ne dément pas.

C'est ainsi qu'à la question de Politique Hebdo « Il n'empêche que les organisations d'extrême-gauche, et singulièrement la Ligue, traversent une crise intense : contestation du militantisme, des dirigeants, du langage, du modèle organisationnel lui-même », Yvetot répond :

« C'est si vrai que cela constitue le centre de nos débats de congrès. A partir d'un constat sévère : « l'inhospitalité » de la LCR envers les camarades ouvriers et les militantes. Il y a en premier lieu des causes qui dépassent le champ de l'organisation : l'interiorisation des premières défaites de l'avant-garde en Amérique latine et — partiellement — au Portugal, le « creux de la vague » actuel, la faiblesse relative de l'implantation ouvrière, qui permet aux réformistes de maintenir leurs exclusives, les déviations activistes et la coupure entre la pratique sociale et le militantisme politique. Et puis il y a l'impact de la crise générale des valeurs qui n'affecte pas que la bourgeoisie, mais aussi le mouvement ouvrier, incapable aujourd'hui d'offrir

une quelconque « contre-société ». Le remède à ces causes générales réside dans le développement de l'auto-organisation ouvrière qui — on l'a vu à Lip — redéfinit les rapports sociaux, y compris l'oppression des femmes. De ce point de vue, nous aurons un triple effort à faire : analyse théorique, modification de nos rapports internes, prise en charge de ces nouveaux thèmes par le mouvement syndical.

Nous avons ensuite à résoudre nos problèmes spécifiques. 1) Dresser un bilan des erreurs de l'après-Mai : sous-estimation de la marge de manœuvre économique de la bourgeoisie et des capacités de développement des réformistes; incompréhension de la nécessité d'une politique unitaire à leur égard, en liaison avec le mouvement réel des masses; démarche unitaire beaucoup trop tardive en direction de l'extrême-gauche. Bref : retour sur une politique globalement sectaire. 2) Revoir l'ensemble de notre système d'organisation, notre langage externe et interne — y compris notre élaboration théorique — en fonction de ce que nous appelons, dans notre jargon, l'intervention de masse.

— Quels clivages apparaissent dans le débat interne préparatoire au congrès ?

— Une tendance critique notre con-

ception de la politique unitaire à l'égard des réformistes et souhaiterait mettre beaucoup plus l'accent sur leur dénonciation. Ces camarades, par exemple, analysent l'Union de la gauche comme un Front Populaire et tirent la conclusion que mieux vaut voter nul que pour une liste où figurent des radicaux de gauche, dans les villes de plus de 30 000 habitants. En outre, ils désapprouvent l'analyse que nous faisons de « l'avant-garde large », c'est-à-dire de ces travailleurs qui sont en rupture potentielle avec les directions ouvrières. Ce qui implique une contestation de notre démarche unitaire en direction du PSU, jugée erronée. Ces camarades estiment qu'il faut privilégier le débat avec les formations se réclamant du trotskisme, quand bien même nous n'avons pas d'activité commune au sein des organisations de masse.

D'autres camarades ont créé une tendance à partir d'une réflexion sur la formation sociale. Ils considèrent que nous sous-estimons l'importance de la nouvelle petite-bourgeoisie salariée, et que notre ligne s'en est trouvée infléchi. Ils ne tirent pas encore toutes les conséquences de leur analyse en ce qui concerne la lutte contre la hiérarchie, les alliances de classe, la nature du PS ou la prolétarianisation de notre organisation. Le débat ne fait que commencer. »

### Libération

#### Drôles de mœurs dans la police des mœurs britannique

Libération du 12 novembre relate « Le scandale qui secoue l'Angleterre : la Brigade anti-porno trainée devant les tribunaux ».

Pendant vingt ans le racket et la corruption ont été pour tous les policiers de la Brigade mondaine de Scotland Yard « la meilleure manière de gagner facilement de l'argent ». Le procès qui se déroule en ce moment à Londres secoue profondément une opinion publique qui en a pourtant vu d'autres ces dernières années.

Du commissaire dirigeant la section jusqu'au plus jeune inspecteur, tous les membres de la « Brigades des publications obscènes » sont inculpés de « corruption presque incroyable qui s'est répandue dans la brigade comme un cancer », comme l'annonce d'entrée le procureur de la reine. Les six premiers accusés font triste mine dans leur box. Les charges retenues contre eux sont accablantes, car les propriétaires des sex shops avec lesquels ils trafiquaient se sont mis à parler et leurs dires ont pu être recoupés par l'enquête judiciaire. Dans les années

1970, les sex shops se sont multipliées à Londres. Pour en ouvrir une, il fallait commencer par verser une patente clandestine de 1 000 nouveaux francs à la Mondaine. Puis, chaque mois, verser un « pot mensuel », calculé d'après le chiffre d'affaires réalisé. (...)

L'argent ainsi collecté était ensuite distribué entre tous les membres de la brigade suivant leur grade et leur ancienneté. Les chefs se faisaient ainsi près de 10 000 francs par mois, l'inspecteur de base, dix fois moins. Il était interdit de ne pas être corrompu et un jeune inspecteur, réticent, fut forcé de recevoir cet argent et même menacé par ses collègues : « Vas-y doucement. Tu ne peux rien faire, tu es dans le coup comme tout le monde ». « Un certain nombre de boutiques ont refusé de verser de l'argent » explique à la barre M. Mason, un des commerçants qui ont accepté de témoigner. « Dans ces cas-là, une série de perquisitions confisquaient livres et gadgets pornographiques, entraînant très rapidement la faillite. Par contre, mes

magasins étaient protégés. (...)

Personnellement je suis allé plusieurs fois dans les locaux de Scotland Yard. On me donnait une cravate spéciale pour entrer et là, je choisisais ce qui me convenait dans les stocks de matériel saisi chez mes concurrents récalcitrants. Les prix étaient 50 % moins cher que sur le marché du porno ». Il faut avoir vu la stupéfaction horrifiée du public et des journalistes à l'écoute de cet exposé fait d'une voix tranquille, pour comprendre à quel point Scotland Yard jouissait jusque-là d'une bonne image de marque. Le procès d'aujourd'hui, aboutissement d'une longue enquête menée à la suite des révélations d'un hebdomadaire marque un véritable tournant. Il semble bien que ce ne soient pas les marchands de porno qui ont corrompu la police pour travailler tranquillement, mais bien plutôt les policiers eux-mêmes qui ont développé et soutenu une industrie qui leur rapportait un maximum de profit. Toute ressemblance avec la situation française serait, bien entendu, purement fortuite. »

### inprecor

#### L'extrême-gauche aux élections allemandes d'octobre 76

Dans Inprecor du 21 octobre : Werner Huelsberg, du Groupe Marxiste Internationaliste (GIM), section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale, fait le bilan des élections allemandes et explique que son organisation a dû « rassembler jusqu'à fin septembre quelque 10 000 signatures pour appuyer ses candidatures » (trois listes régionales à Hambourg, en Rhénanie du Nord-Westphalie et au Bade-Wurtemberg, et 12 candidats directs au niveau des circonscriptions). Et il ajoute « qu'on peut considérer que le fait d'avoir pu rassembler ces signatures constitue déjà un succès modeste dans le climat qui règne actuellement en RFA. Le climat d'intimidation politique qui règne dans le pays s'est d'ailleurs révélé au cours de la campagne pour la collecte de ces signatures. De nombreux étudiants et agents des services pu-

blics ont refusé leur signature, ou ne l'ont donnée qu'avec les plus grandes réserves, malgré leur sympathie politique, en invoquant directement la peur que leur inspirent les mesures répressives décidées par le cabinet Schmidt ».

Le GIM a obtenu près de 6 000 voix, 2 000 au niveau des circonscriptions, 4 000 au niveau des régions. Les

deux autres organisations d'extrême-gauche (maoïstes), plus importantes numériquement, ont présenté des listes dans 8 ou 9 régions sur 10 : elles ont eu 19 900 et 22 000 voix. Pour mémoire, le Parti Communiste (DKP), présentant 10 listes régionales, a eu 118 500 voix (0,3 %), un peu moins que le parti néo-fasciste (NPD).

#### LUTTE DE CLASSE

Au sommaire du numéro 40 :

- L'Espagne entre la dictature et la démocratie bourgeoise.
- Moyen-Orient : quel danger représente la Résistance palestinienne pour les Etats arabes ?
- Les élections américaines, la gauche et la classe ouvrière.
- La prétendue expérience socialiste suédoise.
- Le Secrétariat Unifié et le « national-trotskyisme ».



# dossier

## la mode vestimentaire

# la mode, une affaire de goût ou de commerce

Rechercher la sympathie, vouloir plaire, même simplement par son apparence extérieure, même par sa tenue vestimentaire est, somme toute, quelque chose de naturel. Mais ce n'est pas là, contrairement à ce que l'on tente de nous faire croire, la fonction de la mode.

Les brusques variations dans les formes et les couleurs, les engouements passagers, les vogues soudaines ne sont nullement faits pour répondre aux besoins de changement qui pourraient exister tant chez l'homme que chez la femme. Non, la mode a plutôt une cause bien matérielle, liée aux lois de l'économie de marché qui caractérise le système actuel.

Comme tout autre produit, le vêtement a besoin d'être constamment renouvelé, sans quoi l'industrie qui lui est liée périrait rapidement, pour la seule raison qu'elle n'assurerait plus les profits nécessaires à sa bonne marche. Mais contrairement aux autres produits, le vêtement ne subit que rarement des améliorations pouvant justifier son remplacement. Alors on crée un besoin artificiel, la mode, qui va tenter de pousser au changement, bien avant que l'objet, l'habit, ne soit usagé. Et c'est pourquoi la mode, en réussissant à convaincre chacun que le vêtement qu'il adorait hier doit être honni aujourd'hui, porte à un niveau très élevé le gaspillage d'énergie, de travail et de matières premières.

Et ce n'est pas un hasard si c'est d'abord en Europe occidentale et en Amérique du Nord que la mode s'est répandue. Ce sont ces pays qui connaissent à la fin du XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle un enrichissement considérable. Si cet enrichissement a profité en premier lieu aux classes capitalistes, la petite et moyenne bourgeoisie ainsi que la classe ouvrière ont pu, la plupart du temps grâce aux diverses luttes engagées, obtenir elles aussi quelques miettes. Un marché s'est développé, de nouveaux acheteurs sont apparus, ce qui va permettre à la mode de masse de naître et s'édifier.



Mais pour pouvoir s'adapter, pour ne plus être simplement le privilège d'une petite élite, pour devenir accessible à des budgets modestes, la mode a dû attendre que l'industrialisation du vêtement soit de plus en plus développée, qu'apparaissent sur le marché, de nouveaux tissus, les synthétiques. Et cela eut comme corollaire une certaine standardisation dans les formes et les modèles, même si le moule change chaque année.

C'était la fin de la mode telle qu'on la concevait auparavant, où chaque client avait son habit taillé à ses mesures et adapté au goût du jour. Avec la « démocratisation » du vêtement, la mode est devenue une véritable industrie exploitant des dizaines de milliers de travailleurs, immobilisant d'importants capitaux à seule fin de rapporter d'énormes profits.

Mais pour s'adapter à un marché bien plus large, il est une autre modification que la mode a dû subir. Parce qu'elle n'était plus destinée à une clientèle d'oisifs et d'oisives, parce qu'elle s'adressait à des millions

d'hommes ou de femmes devant porter des vêtements compatibles avec leur travail, la mode a dû changer quelque peu ses formes. Et ceci est particulièrement sensible en ce qui concerne le vêtement féminin. Cette évolution ne s'est pas faite d'un seul coup et avant que l'ensemble de la société accepte ne serait-ce que le port du pantalon pour les femmes, il s'est écoulé un long temps pendant lequel on leur imposera encore nombre d'accessoires qui n'ont rien de commode.

Seulement, il ne faudrait pas croire que la mode actuelle se donne pour but le confort et le bien-être physique de tous. Là n'est pas sa raison d'être, tant s'en faut. Pour pouvoir plaire, pour pouvoir « accrocher », elle s'appuie volontairement sur nombre de préjugés existant dans toutes les couches de la population, les combattant uniquement lorsqu'il s'agit pour elle d'étendre son marché. Autant elle est capable d'insistance lorsqu'il lui faut, chose nouvelle, convaincre les mères de famille d'habiller leurs enfants voire leurs nourrissons suivant les goûts du jour, autant elle se garde bien de toucher à l'image de la femme-objet, source pour elle de fabuleux bénéfices.

Non, la mode n'a pas non plus pour but l'amélioration du bien-être. Elle est uniquement préoccupée de rendement et, pour ce faire, cherche de façon fébrile des idées toujours nouvelles... même dans le « rétro ».

## DANS UNE GRANDE BANQUE PARISIENNE

« Est-ce que les employés suivent la mode dans l'ensemble ? »

— Oui, mais surtout parmi les jeunes. Il y a en a bon nombre qui vivent chez leurs parents et qui conservent une partie de leur salaire. Ce qui leur permet de changer plus souvent de vêtements. Celles qui ont une quarantaine d'années s'habillent plus classiquement.

— Quelle est la part du budget consacré à l'habillement ?

— C'est très variable. Je ne me rend pas compte. Il y a la mode et la mode. La mode du blue-jeans n'est pas une mode chère. Pour moi, suivre la mode, c'est vraiment s'habiller comme les canons de la mode le suggèrent : tantôt court, tantôt long... à la demande ! On peut dire que les filles ne se précipitent pas sur la mode. Bien qu'il y ait une minorité qui soit au goût du jour. Les filles se donnent assez facilement les vêtements. Ça se vend aussi un peu. Il y a des filles qui achètent en commun des choses qu'elles se repassent ensuite.

— Est-ce qu'on parle beaucoup de la manière de s'habiller ?

— Oui, cela fait partie des sujets de conversation. On se montre ses achats. Pas mal de filles font leurs courses dans les grands maga-

sins du quartier. elles y vont à deux ou trois pour se donner leurs points de vue. C'est vrai que les gens discutent de leur façon de se mettre. On n'est pas indifférent à l'aspect extérieur.

Il y a aussi beaucoup de journaux féminins qui sont lus, *Elle*, *Marie-Claire*, *Femmes d'aujourd'hui*, *Les doigts d'or*. Les filles tricotent pas mal. Elles se font des pulls. C'est une mode assez suivie, parce que c'est abordable. En le faisant elles-mêmes, cela revient à 100 F, alors que c'est facilement le double dans les magasins. Il faut ajouter aussi que les filles achètent pas mal par correspondance.

— Comment s'habille-t-on en général ?

— La façon de s'habiller est un peu liée au poste où l'on travaille. Dans les postes dits de direction, c'est la cravate, le costume et la robe. Dans les ateliers, c'est plus décontracté. On vient plus facilement en pull et blue jeans. Mais il faut dire que le port du pantalon a été une petite bagarre pour que les chefs l'acceptent. Et même, dans les agences, qui sont au contact du public, c'est encore courant qu'il y ait des réflexions sur le blue jeans. C'est pareil pour les hommes auxquels on « conseille » le port du costume et de la cravate.

Notre prochain dossier :

La presse pour les jeunes



# dossier

## la mode vestimentaire

# la mode,

# reflet

## La mode à travers l'histoire

• Dans les sociétés les plus anciennes, l'allure des vêtements était la même pour tous les membres d'une communauté. Elle dépendait étroitement des conditions de climat et du niveau technique, ainsi que des croyances, des rites et des tabous. Mais les conquêtes militaires, le progrès des communications ou des techniques (comme celui du tissage ou de la teinture) vont apporter quelques modifications, toujours très lentes. Dans le vêtement quotidien, chacun cherche néanmoins à se distinguer par un petit détail, une parure ou une couleur personnelles. Mais il n'y a pas de mode à proprement parler. C'est le goût de chacun qui décide encore.

### LE VÊTEMENT COMME MARQUE DU RANG SOCIAL

Les choses vont changer avec la division de la société en classes. Dès que certains hommes s'élèveront au-dessus d'autres, ils chercheront à le montrer dans leur façon de s'habiller. Là non plus on ne peut guère parler de mode, mais plutôt de signes distinctifs, presque d'uniformes, permettant de reconnaître du premier coup d'œil les diverses catégories sociales et les différents corps de fonctionnaires de l'Etat. La robe de l'avocat ou la soutane du curé en sont des souvenirs vieux de plusieurs siècles.

Les rois, les prêtres des premiers peuples de l'histoire ont des vêtements qui leur sont réservés. Chez les Romains, la toge, cette grande pièce de tissu drapée, est réservée aux citoyens. Seuls les sénateurs et les chevaliers ont le droit d'y ajouter une mince bande pourpre. A Moyen Age, c'est la cape, puis la robe ou l'épée qui indiquent le rang des seigneurs.

Par ailleurs, tous les membres de l'appareil d'Etat au service des classes dominantes, juges, policiers, fonctionnaires de toute sorte, ont aussi des vêtements particuliers qui les distinguent de la foule des exploités. Des vêtements dont les formes et les couleurs changent peu, car ce sont les insignes de leur fonction, comme la perruque des juges ou la tonsure des moines.

On ne badine pas avec ces signes distinctifs. Au Moyen Age, c'est un décret du roi ou du pape qui fixe les couleurs et autorise les modifications. Ainsi, en 1336, le pape Benoît XIII confirme le droit pour les professeurs enseignant le droit canonique à Paris de porter une chape rouge. En 1339, ceux de Montpellier obtiendront le même privilège.

### LA MODE RESERVEE A L'ARISTOCRATIE

Par contre, pour la fraction la plus riche de la classe dominante, pour l'aristocratie féodale, on voit apparaître très tôt la mode. Toutes les fantaisies sont permises et la mode évolue rapidement, sous l'influence des caprices des souverains ou des potentats locaux.

Le prix d'un vêtement dépasse alors de très loin les plus chers des vêtements actuels. Il faut une armée de laquais et de domestiques et parfois des ministres spécialisés pour s'occuper de la gar-

de-robe d'un souverain. On recherche les étoffes les plus rares. Les Romains font venir la soie de Chine, après un voyage de plusieurs milliers de kilomètres. Les étoffes tissées d'or et d'argent sont d'un usage courant. Des milliers d'artisans travaillent pour cette mince couche de privilégiés. C'est alors que naît véritablement l'industrie de la mode. Certains pays, comme l'Italie au Moyen Age puis la France de Louis XIV, s'en font une spécialité.

Pour ces privilégiés, la mode connaît les extravagances les plus cocasses : les chaussures « à la poulaine » du Moyen Age, si longues qu'il fallait relever la pointe et l'accrocher à la jambe afin de pouvoir marcher sans tomber ; le hennin conique des dames de la noblesse de la même époque, haut parfois de plus d'un mètre ; les robes à traine, si longues qu'il fallait plusieurs pages pour les porter ou les trainer.

### CONCURRENCE ENTRE FEODALITE ET BOURGEOISIE

Mais, durant tout l'Ancien Régime, la féodalité va dans tous les domaines, y compris celui de la mode, se trouver en concurrence avec la bourgeoisie montante. Les féodaux vont rapidement réagir et tenter d'endiguer l'élégance croissante de certains bourgeois au moyen d'ordonnances vestimentaires. Déjà, Charlemagne avait pu-

blié une ordonnance de ce genre réglant l'habillement de chaque classe sociale. L'Eglise, pour sa part, reproche aux classes inférieures (les bourgeois) d'imiter les autres. Cette attitude est même qualifiée de scandaleuse.

Bien entendu, de telles ordonnances vestimentaires ne pourront enrayer l'ascension de la bourgeoisie et, plus elles se multiplieront (XII<sup>e</sup> siècle), moins elles auront d'effet.

Pendant son pouvoir économique, littéralement poursuivie par sa concurrente, l'aristocratie féodale va tenter, par des marques extérieures, de se distinguer le plus possible de la bourgeoisie, afin de conserver sa prétendue originalité. Elle inventera alors les robes à panier si larges qu'il faut passer les portes de biais. Au moment où Louis XVI devient roi, les coiffures sont si hautes qu'il faut refaire l'architecture des appartements, élever les portes pour pouvoir passer. Elles atteignent en effet parfois 2 mètres de haut et il faut un page pour soutenir l'édifice. Des heures étaient nécessaires pour édifier une telle coiffure. Les dames riches et de haut rang se faisaient coiffer une fois par semaine, tandis que d'autres, moins fortunées, laissaient un mois s'écouler entre deux visites au coiffeur, à tel point que la vermine proliférait dans la tiède obscurité de la coiffure !

### LA MODE BOURGEOISE

Encore au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le règne de la bourgeoisie, la mode restera pendant un temps l'affaire d'une minorité de privilégiés. Avec une différence de taille cependant : alors qu'auparavant la mode était suivie tout autant par les hommes que par les femmes, c'est la bourgeoisie qui répandra cette idée que la mode, avec ses inventions, ses changements, est une affaire « féminine ». Aux femmes donc les modes aussi inconfortables que l'immense crinoline, ou le corset que l'on devait serrer dès le matin et un peu plus chaque demi-heure, pour avoir le soir la taille désirée !

C'est ainsi que l'on voit toujours aujourd'hui des ministres ou des hommes d'Etat en habit et gilet, inchangés depuis près d'un siècle, parader à des cérémonies officielles avec leur femme habillée à la toute dernière mode. Il est vrai que les bourgeois réservent à leur femme un rôle bien particulier : celui de faire-valoir pour leurs affaires et leurs intérêts.

Mais surtout, la bourgeoisie va rapidement étendre le champ d'action de la mode, non par souci de démocratisation comme certains tentent de le faire croire, mais tout simplement parce que des industriels avaient trouvé là un moyen de réaliser des profits considérables.



gaulois



15<sup>e</sup> S



14<sup>e</sup> S



16<sup>e</sup> S



18<sup>e</sup> S

En quinze siècles, le vêtement paysan a très peu évolué, alors que la mode a multiplié les extravagances dans l'élite de l'aristocratie féodale.



16<sup>e</sup> S



## La mode sois belle



## Le

### QUI PORTE DES JEANS

— Pendant longtemps, le jeans a été aux Etats-Unis un vêtement de travail. Il n'est devenu presque vingt ans après un vêtement de mode en France. Au début, c'étaient surtout les jeunes qui le portaient. Et durant toute la seconde moitié du siècle, plus ils étaient riches, plus ils se vêtissaient de jeans. Maintenant, ça a un peu changé. On porte le jeans dans de nombreux milieux.



# de l'état social



## le féminine : lle...



Genoux couverts ou découverts ; taille de guêpe, taille basse, taille haute ; cheveux courts ou longs, plats ou frisés ; teint blanc ou mat ; ligne près du corps ou ligne ample ; coupe futuriste ou coupe rétro ; talons hauts ou talons plats : voilà une toute petite partie de ce que la femme doit endurer pour être, selon les canons changeants de la mode, jamais tout à fait la même, jamais tout à fait une autre.

« La femme accomplit une espèce de devoir en s'appliquant à paraître magique et surnaturelle ; il faut qu'elle étonne, qu'elle charme ; idole, elle doit se dorer pour être adorée ». Et, sans être Baudelaire, les industriels de la mode suivent les mêmes traces en essayant de convaincre les femmes que leur fonction première est de plaire, de séduire, en employant les vêtements, les parfums, les coiffures recommandés par une kyrielle de journaux spécialisés.

La femme « normale » donc, s'il faut en croire les margoulins de la mode, serait d'abord une oisive dont le rôle est de séduire. Et même lorsqu'ils s'adressent à la femme qui travaille, ce n'est pas tant à la travailleuse qu'est destinée leur publicité, mais plutôt à l'épouse, la maîtresse, l'amante. Et ainsi l'étalage de chair féminine, sur nombre d'affiches ou de photos, n'est que le produit de ce mépris qui réduit la femme au simple rôle d'objet sexuel.

Mais la toilette, même si elle exprime le rôle d'objet sexuel que la mode réserve à la femme, souligne aussi la situation sociale de celle-ci. Seule la prostituée, dont la fonction est exclusivement érotique, doit se manifester sous cet unique aspect. Comme jadis sa chevelure safran et les fleurs qui semaient sa robe, aujourd'hui les talons hauts, les satins collants, le maquillage violent, les par-

fums épais annoncent sa profession. Mais toute autre femme sera blâmée de se vêtir de la sorte. Son côté d'objet sexuel ne doit pas apparaître de façon aussi ouverte. Si elle sollicite trop ouvertement le désir, elle aura « mauvais genre ». Mais si elle semble le répudier, elle ne sera pas plus recommandable.

Et c'est le vêtement qui réglemente ce compromis hypocrite entre la pudeur et l'exhibitionnisme. Tantôt la coupe se fera discrète, tantôt les robes mouleront le corps. Tantôt c'est la gorge, tantôt c'est le genou que l'« honnête femme » doit cacher ou montrer.

La mode tend aussi à ancrer l'image réactionnaire de la femme frivole et insouciant qui n'est préoccupée que par son aspect extérieur. Mais pas plus la frivolité féminine que le sérieux masculin ne sont naturels. Tous deux sont des attitudes inculquées par la société actuelle, qui considère la femme comme une éternelle mineure.

À la grande rigueur, la mode accepte de s'adresser à la femme en tant que mère de famille. S'occuper des enfants est un autre rôle social qui lui est assigné. Mais, passé la cinquantaine, la femme n'existe tout simplement plus pour la mode.

Certes, depuis quelques années, la mode féminine a quelque peu évolué ou, plus exactement, elle s'est adaptée à de nouvelles couches de femmes travailleuses. Et même cela n'a pas été sans mal. Dans de nombreuses entreprises ou administrations, les femmes ont été parfois obligées d'engager de véritables combats pour imposer, par exemple, le port du pantalon.

Mais fondamentalement la mode reste toujours une contrainte pesante et, même si maintenant pantalons il y a, on les fera très ajustés, « à porter uniquement avec le collant-slip, seul à pouvoir donner l'impression de ne pas en porter » !

Alors, bien que s'étant un peu adaptée, la mode n'en continue pas moins à pousser la femme à être un objet de séduction, non plus pour son seul mari, mais pour ses chefs et ses collègues.

Et ainsi la mode féminine reste, comme elle l'a toujours été, un révélateur des préjugés, tous plus réactionnaires les uns que les autres, secrétés par la société bourgeoise.

## Interviews

Une ouvrière : « Je suis la mode pour rester jeune. Oh ! et puis non, quand j'étais jeune j'étais pareille. Ma sœur, elle, ne pense qu'à manger. Pourtant on a été élevées ensemble. Je ne sais pas, moi, j'ai toujours été comme ça. Alors, c'est en la personne.

Pour moi, une femme doit plaire. Mais surtout pour soi. On se sent mieux quand on est bien coiffée, maquillée, bien habillée et on nous remarque plus. C'est que c'est mieux, non ? Seulement je ne peux pas changer de vêtement trop souvent, cela reviendrait trop cher ».

### AUX ASSURANCES GENERALES DE FRANCE.

Une employée, vingt ans : « Je suis très influencée par la mode, tout en sachant que c'est un moyen de faire acheter des produits. Je dépense environ 400 à 500 F par mois pour suivre la mode. Mais j'es-

time que, tout en suivant la mode, je garde mon style ».

Une seconde employée, vingt-deux ans : « La mode, c'est du commerce. Moi, je fais selon mon goût. Je dépense environ 400 F par mois pour m'habiller. Je change souvent parce que ça me plaît de changer. Quant aux vêtements démodés, je ne pourrais quand même pas porter des habits vieux de quinze ans ! »

Une troisième employée, trente ans : « Ça revient trop cher pour que l'on puisse suivre la mode. Et puis c'est trop sophistiqué. Je suis seulement la tendance. Je dépense environ trois cent francs par mois pour m'habiller. Mes vieux habits, je les garde pour quand ils seront de nouveau à la mode. Je conserve mon style tout en suivant les tendances, car je préfère avoir l'air dans le vent sans être ridicule plutôt que de sembler arriérée ».

## L'évolution du vêtement masculin : vers le confort ?

Aujourd'hui, lorsque l'on parle de la mode, l'on pense généralement à la mode féminine. La mode masculine existe, bien sûr, mais elle est perçue d'une façon différente. Tout se passe comme si la mode vestimentaire concernait beaucoup moins les hommes que les femmes.

Or il n'en a pas toujours été ainsi et l'on peut dire que c'est la bourgeoisie qui a fait de la mode quelque chose d'exclusivement « féminin ».

Auparavant, sous l'Ancien Régime, la mode, qui n'existait que parmi le cercle restreint des privilégiés, était aussi bien le fait des hommes que des femmes.

Mais avec le développement de la bourgeoisie, les choses vont devenir quelque peu différentes. Toute une fraction des classes bourgeoises, s'opposant à la société féodale, va manifester très tôt son mépris pour les cours luxueuses et dispendieuses et se vêtira, elle, d'habits sobres et austères. Ce sont surtout les bourgeois protestants, en particulier ceux d'Angleterre et de Hollande, qui lanceront de telles modes, montrant aussi par là que tout l'argent dont ils disposent ne doit pas servir à de vaines frivolités mais plutôt être réinvesti, afin de rapporter de substantiels profits. Et de telles influences dans la mode masculine se retrouvent encore aujourd'hui, entre autres dans le fait que Londres, capitale du premier pays capitaliste, fait toujours autorité en ce qui concerne la mode masculine classique.

Mais si le bourgeois et le noble s'opposent par leur genre de vie, leur mentalité et leurs préoccupations, il n'en va pas de même pour leurs femmes. La femme du bourgeois ne participe pas à ses affaires, elle reste oisive. Et si les bourgeois affectent de ne pas se préoccuper de mode et d'élégance, ils se font remplacer dans cette tâche par leurs femmes. Aux hommes l'ar-

gent, les affaires, les choses sérieuses ; aux femmes la dentelle et autres frivolités.

Cette division entre la mode masculine et la mode féminine, c'est donc la bourgeoisie qui l'a inculquée à l'ensemble de la société, y compris à ceux qui ne sont pas des bourgeois. Et c'est pourquoi, dans l'ensemble, les hommes s'en tiennent encore au vêtement sobre, sérieux, austère.

Toutefois, les choses ont un peu évolué ces derniers temps. Et l'on voit apparaître des costumes moins austères, des cravates plus fantaisistes, des sous-vêtements colorés. Une plus grande diversité est aujourd'hui possible : la tenue « sport » ou le blouson, une année ; la veste ou la canadienne, celle d'après. Même le parfum n'est plus une exclusivité féminine, avec le développement des eaux de toilette, des lotions diverses, toutes plus « viriles » les unes que les autres.

Et même certains chefs d'Etat prennent maintenant le métro en pull-over ou descendent les Champs-Élysées en complet-veston...

Cette évolution dans le vêtement masculin a bien entendu apporté certaines améliorations sensibles. Les cols durs et les manchettes ont ainsi disparu et c'est là indéniablement une bonne chose. Mais le développement de la mode masculine ne va pas toujours, tant s'en faut, dans le sens du confort, au contraire même. Les pantalons serrés aux hanches et aux cuisses, les chemises cintrées, le rehaussement des talons de chaussures, pour ne citer que quelques exemples, n'apportent pas une plus grande aisance mais une source supplémentaire de gêne.

Et il y a fort à parier que l'extension de la mode dans le vêtement masculin amènera nombre de contraintes et même d'aberrations, qui sont encore aujourd'hui les attributs du vêtement féminin.

## point de vue d'un fabricant de jeans

ANS ? toutes circonstances. Il n'est plus le symbole de la contestation qu'il a été pendant un temps. Même la haute couture fait des jeans et, par snobisme, il y a des soirées en jeans.

Avant, la coupe était toujours identique. Maintenant elle est multiforme. Par exemple, nous en faisons des étroits pour porter avec des bottes et des larges pour l'été.

### LA QUALITE A-T-ELLE BAISSÉE ?

— Oui et non. Au début, toutes les toiles venaient des Etats-Unis et la qualité était la même. Aujourd'hui, plusieurs pays en fabriquent et là la qualité est différente. A Hong Kong, le coton est de fibre courte. Il est donc plus fragile et se déchire plus vite. Mais aux Etats-Unis, le coton est toujours de fibres longues et les toiles sont aussi solides qu'avant.

### VOUS FABRIQUEZ DES JEANS, IL N'EST DONC PLUS LE MONOPOLE DES USA ?

— Si, il l'est encore. N'importe qui peut fabriquer la toile. Mais les Etats-Unis ont encore le monopole de l'indigo. Et même les autres pays qui teignent les toiles le font parce qu'ils ont des licences américaines. Moi, par exemple, j'achète mon tissu là-bas. Il n'y a pas d'autre moyen.



# dossier la mode vestimentaire

## L'INDUSTRIE DU VETEMENT QUELQUES CHIFFRES

La mode touche un nombre très important d'industries. Textiles, fourrures, parfums, ganterie, botterie, joaillerie, lingerie, prêt-à-porter, pour citer les principales branches, sont ainsi mises à contribution et constituent un secteur économique qui est loin d'être négligeable.

Aujourd'hui, de près ou de loin, l'industrie liée à la mode régit l'activité de plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Nous sommes donc très loin des 158 couturiers de la seule maison de couture C.F. Worth, rue de la Paix, qui habilla les oisifs des classes riches dans les années 1846-1850.

En tenant compte uniquement de l'industrie du vêtement, il est vrai la plus importante, on peut se faire une idée de l'ampleur de ces activités.

En 1974, dans ce secteur, 4 143 entreprises employaient plus de 205 000 salariés, dont la plupart (85 %) sont des femmes. 35 % de ce personnel fabrique des vêtements masculins, 27 % des chemises et de la lingerie et 30 % des vêtements féminins. Il peut sembler surprenant que la proportion des travailleurs soit plus importante dans l'industrie du vêtement masculin. Mais ces chiffres officiels doivent être corrigés car ils ne tiennent pas compte du nombre important d'ouvrières à domicile qui, elles, pour les

trois quarts, travaillent dans le vêtement féminin.

Ces salariés ont conçu, taillé, assemblé, cousu de telle sorte que cette branche d'activité a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 16 milliards, en progression de 16 % par rapport à l'année précédente, chiffre d'affaires réalisé pour 18 % par l'exportation des vêtements, qui a été multipliée par 2,7 depuis 1970.

Mais les 4 143 entreprises citées plus haut ne sont pas toutes de puissance égale. 13 d'entre elles réalisent un chiffre d'affaires hors taxe de plus de 100 millions, soit 11,7 % du chiffre d'affaires de cette branche, et elles emploient à elles seules plus de 20 800 personnes.

Elles font partie d'un groupe de 353 entreprises qui ont réalisé 30,5 % du chiffre d'affaires hors taxe et emploient 56 % des salariés de la branche. Tandis que 2 072 entreprises réalisent moins de 5 % du chiffre d'affaires hors taxe de cette branche industrielle et emploient 14 870 salariés.

S'il reste donc dans l'industrie du vêtement de très nombreux petits confectionneurs, il existe aussi de grosses entreprises qui contrôlent une grande partie de la production, en particulier dans celle des sous-vêtements, et réalisent des bénéfices très confortables.

## STRUCTURE DE L'INDUSTRIE DU REVETEMENT

Parce que durant des décennies et encore aujourd'hui la mode masculine n'a toléré que très peu de « fantaisies » et que de lentes évolutions, les industries du vêtement masculin sont relativement concentrées. La forte production de quelques modèles a en effet autorisé la constitution d'unités de production importantes, souvent de plusieurs centaines de salariés.

Il y a cinq ans, un organisme de coordination de cette industrie, le MODOM, s'est créé. Actuellement, il regroupe environ 80 % de la production de vêtements masculins et huit mille commerçants. Bien sûr, des producteurs, adhérents ou non au MODOM, peuvent faire cavalier seul et parvenir, une ou plusieurs saisons, à imposer leur propre style. Mais, avec les quatre cinquièmes de la production, les adhérents du MODOM disposent d'un monopole tel que les chances d'un franc-tireur éventuel, au moins dans la production de masse, sont réduites.

Pratiquement, le MODOM parvient aujourd'hui, comme c'est son rôle avoué, à diriger la mode et à coordonner l'industrie du vêtement masculin, ne laissant guère que l'avant-garde à quelques stylistes indépendants.

Mais en ce qui concerne la mode féminine, la situation est fort différente. Ainsi, s'il y a en France quatre entreprises qui produisent annuellement plus de 500 000 pantalons d'hommes, il n'y en a que deux qui produisent annuellement plus de 50 mille robes ou pantalons de femmes.

Les variations brutales, les engouements passagers, les vagues soudaines liées à la concurrence effrénée que se font nombre de petits producteurs sont un frein à la constitution d'entreprises importantes, trop lourdes pour pouvoir, au dernier moment, revoir l'ensemble de leur production. Cette situation va au contraire favoriser l'existence de petites entreprises, de petits ateliers de couture qui, tous, essayent de lancer leur mode ou de suivre au plus près celle qui a été lancée par un concurrent, quitte pour cela à programmer un modèle ou une couleur en dernière heure, simplement parce qu'un film ou une campagne publicitaire réussie aura mis à la mode tel gadget, telle forme ou telle couleur. Le CCIM (Comité de Coordination des Industries de la Mode) ne regroupe en effet qu'une faible partie des producteurs de vêtements féminins et les francs-tireurs sont bien plus nombreux que chez les hommes. Bien sûr, le CCIM parvient tout de même à définir quelques grandes lignes. Mais le nombre élevé de fabricants favorise des variations parfois très importantes. On le voit, la prétendue « fantaisie féminine » dans le domaine vestimentaire est, encore aujourd'hui, bien plus une conséquence de la structure des industries de mode que la manifestation d'un ne sait trop quel « éternel féminin ». Que demain les industries de la mode féminine se concentrent ou se disciplinent, et la fantaisie féminine aura vécu.

# LA MODE :

## La haute couture et le prêt-à-porter

Lorsque l'on parle de mode, beaucoup pensent à la haute couture. Car pendant longtemps c'est elle, et elle seule, qui joua un rôle essentiel dans la mode, en donnant les idées, le ton de ce qui allait se porter dans la saison à venir. Mais maintenant, de la bouche même d'un de ses représentants, Pierre Cardin, « la haute couture est moribonde ».

Elle est devenue effectivement un luxe pratiquement inaccessible, que seules les femmes de la très grande bourgeoisie — quelques milliers dans le monde — peuvent encore se payer. Il n'y a du reste pas de limites dans ses prix et il n'est pas rare de trouver des robes à plusieurs millions d'anciens francs.

La haute couture est à l'heure actuelle une production presque exclusivement tournée vers l'étranger, principalement vers les Etats-Unis.

Les grands couturiers (ils sont vingt-trois en France) cherchent actuellement de nouveaux débouchés dans le prêt-à-porter de style, plus accessible finan-

cièrement. Comme la haute couture, celui-ci a ses salons, ses collections, dont le nombre augmente chaque année.

Le prêt-à-porter représente à l'heure actuelle l'essentiel du chiffre d'affaires de l'industrie du vêtement et même de celui de la haute couture. Cacharel, par exemple, est présent dans une cinquantaine de pays : chiffre d'affaires annuel, plus de 200 millions de francs. Emmanuel Ungaro, un des grands couturiers à la mode, fait en un an cinq millions de chiffre d'affaires pour la haute couture et cinquante millions pour le prêt-à-porter.

Aujourd'hui donc le prêt-à-porter de luxe tend à prendre la place qu'avait la haute couture autrefois. Mais s'il est moins cher, il n'est pas non plus à la portée de toutes les bourses. La griffe d'un Lanvin ou d'un Dior se paye très cher, y compris dans le prêt-à-porter. Mais elle trouve toute une clientèle, la même que celle qui achète en ce moment des voitures de grosse cylindrée... malgré la crise.



## La mode, ennemie du confort et de la santé

La mode, pour la plupart des gens, est synonyme d'élégance. C'est là le côté jardin. Mais il y a aussi le côté cour, l'autre face de la médaille. Ce sont les aberrations de certaines modes, le renoncement au bien-être et au confort physique, souvent même de graves préjudices causés à la santé.

« Il faut savoir souffrir pour être belle » enseignait-on jadis aux jeunes filles. On imagine ce que signifiait sur ce plan la mode « tailleur de guêpe » au XVIII<sup>e</sup> siècle. Et même, plus près de nous, nos grands-mères ont dû passer de mauvais moments, carapacées dans les corsets et autres instruments considérés à cette époque comme les auxiliaires indispensables de la beauté.

De nos jours, la mode s'est faite moins rigide. Mais il s'en faut de beaucoup que toutes les aberrations aient disparu.

Qu'on se rappelle par exemple, il y a quelques années, la mode des mini-jupes qui fit fureur à New York... en plein hiver. Mini-jupes qui eurent bientôt le maxi-manteau pour complément, la mode ayant une logique bien à elle. Et actuellement encore, la mode dite près du corps, outre son aspect peu hygiénique, n'est certes pas ce que l'on peut faire de mieux pour le confort physique.

Les hommes, d'ailleurs, ne sont pas forcément épargnés sur ce point. Le port de la cravate n'a vraiment rien d'agréable, surtout en été.

Mais dans d'autres cas, la mode conduit à des véritables agressions contre le corps, dont les conséquences peuvent être graves, comme en témoignent deux exemples, ceux des talons hauts et des cosmétiques.

### LES TALONS HAUTS

La mode des talons hauts, aujourd'hui relayée en partie par celle des chaussures à semelles compensées, est un exemple d'aberration sur le plan médical.

Lorsque le pied repose à plat sur le sol, le poids du corps se répartit sur l'ensemble des os du pied. La chaussure idéale, d'après les spécialistes, est celle qui maintient le talon deux centimètres au-dessus de la partie avant du pied, car c'est dans cette position que la répartition du poids est la plus équilibrée.

Or les hauts talons élèvent le talon à plus de cinq centimètres, parfois dix, au-dessus de la plante du pied. La conséquence en est que tout le poids du corps se porte sur l'avant du pied et sur les orteils. Il peut en résulter, à la longue, de graves déformations du squelette, surtout au niveau du bassin. De plus, les hauts talons, en forçant à marcher genoux légèrement fléchis,



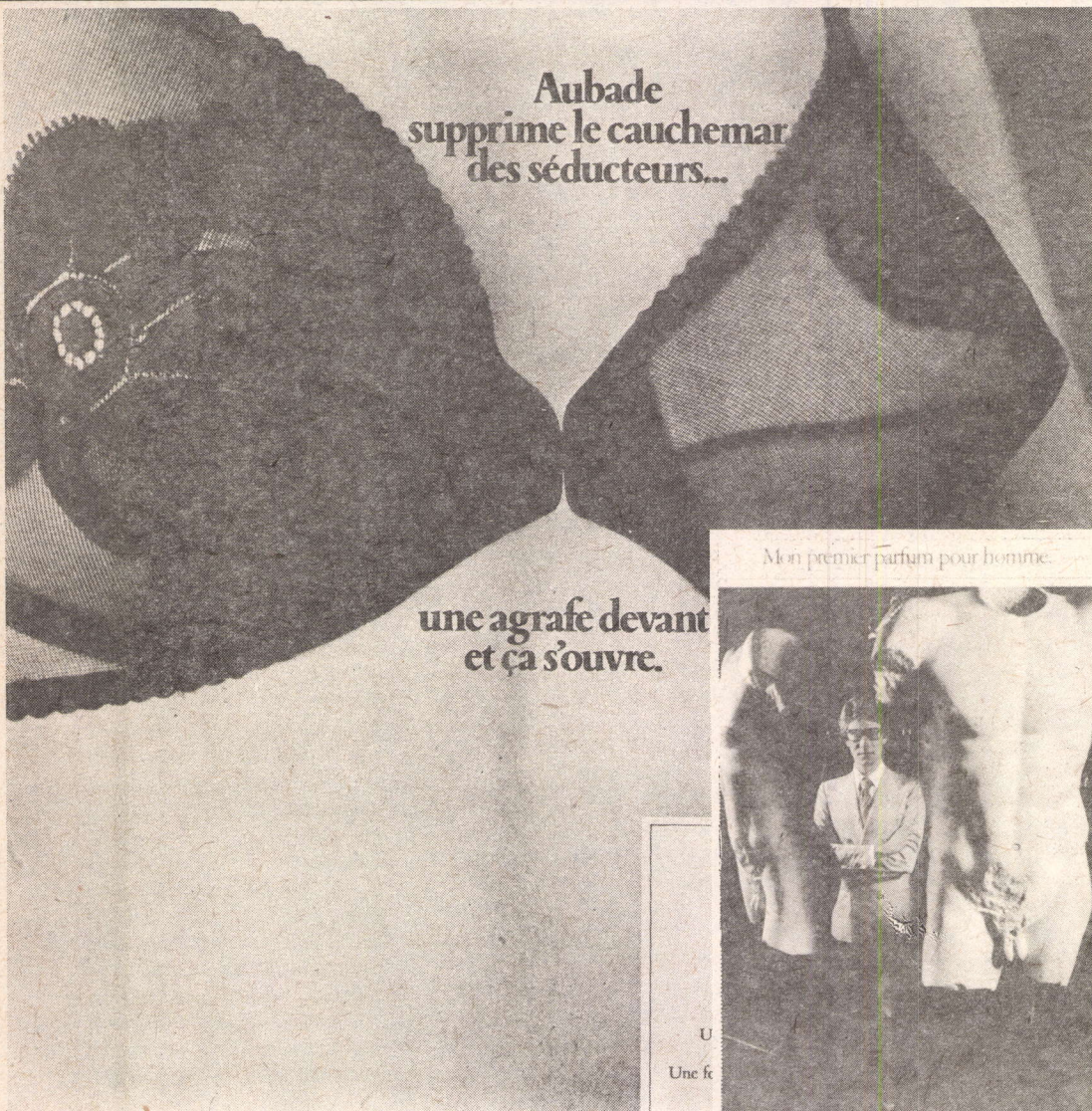
peuvent également provoquer des affections du genou et de la colonne vertébrale.

Ce n'est pas tout. L'extrémité en pointe de certaines de ces chaussures provoque un tassement des orteils qui peut donner lieu à nombre de déformations. Sans parler des inflammations, cors et durillons occasionnés par ces bouts pointus.

Les choses ne vont pas mieux avec les semelles dites compensées. Certes, ces chaussures ont l'avantage d'être plus stables que les chaussures à talon fin. Par contre, la rigidité de la semelle s'oppose au déroulement naturel du pied pendant la marche. Cet inconvenient, ajouté à la position surélevée du talon, oblige à lever le genou à chaque pas et multiplie le risque d'atteinte articulaire.



# UNE INDUSTRIE



Une publicité qui véhicule des préjugés réactionnaires.

## Sur quels préjugés joue la publicité

La publicité pour la mode vestimentaire proprement dite utilise une certaine image de la femme, la femme-objet, bien sûr. Et un des principaux préjugés sur lequel les journaux de mode s'appuient chez les lectrices, c'est tout bonnement la crainte de ne pas être à la mode.

Néanmoins, dans les domaines où l'industrialisation a été plus poussée (sous-vêtements et produits de beauté), on voit fleurir une publicité de marque véhiculant plus directement nombre de préjugés antiféminins.

A en croire la publicité, toutes les femmes, qu'elles soient grandes ou petites, minces ou plus grosses, jeunes ou âgées, doivent ressembler à une image prétendument idéale. Et pour y parvenir, le chemin est difficile. Ainsi, dans un récent numéro d'une revue de mode on peut lire : « Les peaux grasses ont besoin d'être nettoyées avec une délicatesse particulière » et deux pages plus loin : « Les peaux sèches ont besoin d'être spécialement protégées ». On ne vous le dit pas, mais c'est sous-entendu : ou votre peau

est trop grasse, ou elle est trop sèche. Ou elle a des rides, des poils, des points noirs. De toute façon, il faut convaincre la femme qu'elle a d'horribles défauts qui l'empêchent de ressembler aux modèles tant vantés.

Une fois les problèmes de rides, de points noirs et de bourrelets résolus, une fois la peau lisse, douce, jeune et agréablement parfumée, il ne reste plus qu'à trouver le sous-vêtement qui la mettra le mieux en valeur. C'est là-dessus que joue la publicité. A cela près que, sur l'affiche, c'est le sous-vêtement qui est mis en valeur par la belle peau douce de son utilisatrice. Laquelle peau douce peut d'ailleurs être le support de bien d'autres choses, d'une voiture, d'un moulin à café ou, pourquoi pas, d'une poêle à frire. Bref, tout est prétexte à étalage de chair féminine, en commençant par ce pantalon qui « habille la moitié de la femme »... en ne manquant pas d'en déshabiller l'autre moitié ! Et en continuant par ce soutien-gorge dernier cri qui, en s'agrafant par-devant, « supprime le cauchemar des séducteurs » !

Pendant longtemps, les femmes eurent le triste privilège de voir leur nudité transformée en support publicitaire. Mais des capitalistes découvrirent un jour que, du côté des sous-vêtements masculins, il y avait un marché à gagner. Des cuisses masculines apparurent alors sur les affiches et, un beau matin, Paris s'éveilla couvert du slogan : « Les femmes ne veulent plus d'hommes en slip ». Elles les voulaient en Marinier mais, cela, on ne l'apprit qu'une semaine plus tard.

La publicité sait parfois utiliser l'humour, de plus ou moins bon goût il est vrai ; mais elle n'en véhicule pas moins toujours les mêmes préjugés, même avec un clin d'œil complice. Et, si cela peut aider à faire vendre, la publicité est même prête à reprendre à son compte certains thèmes contestataires, voire féministes.

Mais elle reste toujours au niveau de ce qui peut plaire au plus grand nombre. Et dans son domaine, elle joue un rôle considérable dans le maintien ou l'extension des préjugés qui fixent à la femme dans cette société une place inférieure, réduite en fait au rôle d'élément de décoration d'une carrière d'homme.



### LES COSMÉTIQUES

Sous l'effet de la mode et surtout de la publicité, les produits de beauté (crèmes, fonds de teint, poudres, vernis, produits de décoloration, etc.) sont considérés aujourd'hui par la majorité des femmes (et même par certains hommes) comme des ingrédients indispensables à la beauté. Or leur utilisation n'est pas toujours inoffensive.

Pour apaiser les craintes du public, la publicité présente souvent ces produits, ou du moins certains d'entre eux, comme ayant une action de protection sur la peau contre les agressions de la vie moderne. Ils formeraient une véritable « pellicule protectrice », à en croire cette publicité.

Or c'est généralement le

contraire qui se passe. L'hygiène élémentaire consisterait à mettre le moins de choses possible sur la peau. On estime qu'actuellement un cinquième au moins de certaines maladies de la peau est dû à l'usage de cosmétiques.

De plus, les cosmétiques provoquent souvent des allergies.

« En eux-mêmes, écrit un spécialiste, ces produits, à moins d'une erreur accidentelle, ne sont pas toxiques. Mais l'abus de leur consommation, les additifs qu'ils contiennent (parfums, hormones, bactéricides, etc.) peuvent à la longue provoquer des « mini-effets » dont l'accumulation se traduit par des intolérances plus ou moins graves et préjudiciables à la santé ».

## Les journaux de mode

Il existe un très grand nombre de journaux de mode, hebdomadaires ou mensuels. Pour citer quelques titres parmi les plus connus : *Echo de la Mode*, *Modes et Travaux*, *Mode de Paris*, *Le Jardin des Modes*, *Collections*, *Couture*, *Mon ouvrage*, *Dépêche-Mode*, *Vogue*, *Élégance*. De plus, tous les journaux féminins, comme *Elle*, *Marie-France*, *Cosmopolitan*, *Jacinte*, *Marie-Claire*, *Femmes pratiques*, *Femmes d'aujourd'hui*, sont en grande partie des journaux de mode. Et il n'y a guère de journaux qui n'y consacrent une partie de leurs colonnes.

La publicité occupe dans cette presse une place encore bien plus grande que dans les autres journaux. Dans le dernier numéro de *Modes et Travaux*, ce sont cinquante et une photos de mannequins qui nous sont présentées. Tandis que dans le journal *Elle*, qui n'est pourtant pas une revue spécialisée dans la mode, on n'en trouve pas moins de trente-quatre.

A ce formidable matraquage sur les formes, les couleurs et les tissus en vogue s'ajoute bien sûr une publicité de marque qui couvre une bonne moitié du journal, avec en premier lieu les produits de beauté, les cosmétiques et les parfums. Puis viennent ensuite, par ordre d'importance, les produits alimentaires, les appareils électroménagers et enfin les sous-vêtements.

Voici pour terminer quelques

chiffres de vente de cette presse :

*Echos de la Mode* (hebdomadaire) : 350.635.

*Modes et Travaux* (mensuel) : 1.343.844.

*Modes de Paris* (hebdomadaire) : 832.345.

*Le Jardin des Modes* (mensuel) : 105.729.

*Jours de France*, spécial collections (trimestriel) : 500.000.

*Jours de France*, spécial prêt-à-porter (trimestriel) : 500.000.

On peut comparer ces chiffres avec ceux des journaux dits d'opinion : *Le Canard Enchaîné* vend en moyenne 400 mille exemplaires par semaine, *L'Express*, 574.000, *Le Nouvel Observateur*, 321.000, *Le Point*, 221.000.





# dossier la mode vestimentaire

## LA MODE A-T-ELLE UN AVENIR ?

### Le socialisme et la mode

#### DES HABITS PLUS PRATIQUES ET PLUS ELEGANTS

*Voici comment le socialiste August Bebel entrevoyait l'avenir du vêtement. Cet extrait est tiré de son livre La femme et le socialisme.*

« On ne fabriquera que des produits excellents, qui feront d'autant plus d'usage et n'auront que rarement besoin d'être remplacés. On ne verra plus les folies créées par la mode, qui ne font qu'encourager le gaspillage et le mauvais goût. Sans nul doute on portera des habits plus pratiques et plus élégants qu'aujourd'hui (soit dit en passant, la mode des cent dernières années, notamment la mode masculine, se caractérise par un manque de goût inimaginable), mais on ne lancera pas tous les trimestres une nouvelle mode, une de ces folies causées par la concurrence des femmes entre elles et aussi par la vantardise, la vanité et le besoin d'étaler sa richesse ».

Bleu de chauffe et col Mao pour tous, ou funèbres costumes sombres à la Brejnev et robes informes, c'est à peu près l'image que la propagande bourgeoise tente de donner de « l'uniforme » socialiste.

Car, bien entendu, pour les chantres de l'individualisme vestimentaire — petit slip de couleur, attaché-case et briquet Dupont — le socialisme, c'est l'uniformité du mode de vie, voire de pensée, et donc du vêtement. Comme si dans la société actuelle l'uniformité n'existait pas ! Et l'uniformité la plus stupide, celle des usages qui contraignent des millions d'hommes à supporter des pantalons longs — et parfois des cravates ! — sous la canicule de l'Equateur, ou celle de la mode qui a fait porter des mini-jupes aux New-Yorkaises alors qu'il gelait ! Comme si l'industrie du vêtement n'imposait pas ses modèles et ses changements.

Mais cela n'empêche

pas les propagandistes bourgeois de ricaner des foules chinoises en bleu de chauffe ou de la mauvaise qualité et du manque de variété des vêtements courants en Europe de l'Est, en passant sous silence le sous-développement de ces Etats, cause première de l'insuffisance et du manque de variété de leur production.

Et demain, un authentique Etat ouvrier sera peut-être conduit lui aussi à restreindre temporairement le choix, pour assurer d'urgence l'habillement des millions d'hommes dans le monde qui, aujourd'hui, n'ont que quelques hardes pour se couvrir, surexploités qu'ils sont du fait de l'impérialisme.

Mais ce ne sera qu'une étape et, dès que les séquelles de la misère de la vieille société auront été liquidées, la plus grande diversité dans les occupations des hommes, et donc dans leurs manières de se vêtir, ressurgira ;

mais, cette fois, sans les motivations et les effets de la fausse diversité des modes actuelles.

L'homme socialiste s'habillera comme il vivra : consciemment. Membre de plein droit de la société, il n'aura nul besoin, pour s'y sentir à l'aise et y être intégré, de faire preuve de conformisme social et de porter tel ou tel costume. Des liens de solidarité autrement profonds que la forme de ses chaussures ou la couleur dominante de ses vêtements l'uniront à tous les autres humains. Et l'idée même de prétendre briller par sa tenue ou de juger quelqu'un sur elle lui sera complètement étrangère.

Alors, les membres de la société socialiste se vêtiront-ils n'importe comment ou tous de la même manière ? Certainement pas, justement parce que, débarrassé de la mode et de ses aberrations, débarrassé aussi des impératifs de rentabilité et de profit, le vêtement pourra

s'adapter exactement aux besoins et aux goûts de chacun, à chaque moment.

Chaque individu choisira pour chacune de ses activités — et elles seront variées — la tenue la plus adaptée à celle-ci mais aussi au milieu dans lequel elle s'exerce, aux conditions climatiques et à ses goûts personnels. Car cette recherche du vêtement le plus fonctionnel possible n'exclut en rien un souci d'esthétique. Mais ce soin apporté à sa tenue, affranchi de la contrainte de la mode, du désir de paraître, se fera naturellement, en réclamant infiniment moins de préoccupation qu'aujourd'hui.

Dans le domaine vestimentaire comme dans les autres, l'art sera naturel à l'homme socialiste, à commencer d'ailleurs par celui de développer harmonieusement ce que la mode aboutit à cacher honteusement ou à suggérer d'une manière plus ou moins malsaine : son propre corps.

#### INTERVIEWS

##### Pour frimer avec les copains !

« La mode, nous dit Pierre (16 ans), ça m'est égal. Mais je préfère être habillé comme les copains. Alors je mets un jean et un blouson. Quand je sors, je m'habille en rocky, ça fait mieux que d'être en costard. En ce moment, c'est la mode des bottes, Santiags, alors je m'en suis payé une paire aux Puces à 260 F. C'est cher !

La seule mode qui ne me plaît pas, c'est celle des cheveux courts. C'est d'ailleurs la seule qui plaît à mes parents. Je suis à la mode qui me plaît. C'est un peu pour frimer, bien sûr, surtout avec les copains ».

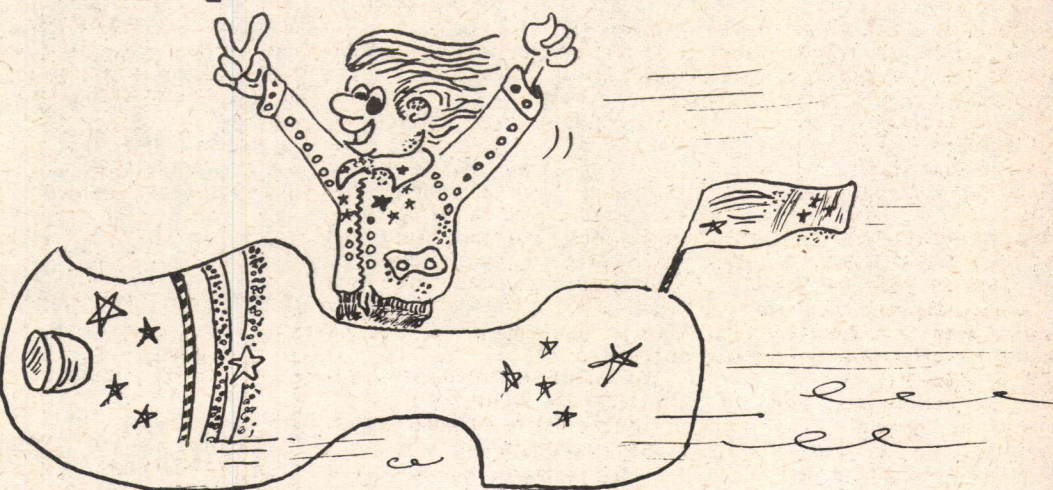
##### La mode c'est pour les minets et les minettes !

Pour Chantal (15 ans), il ne faut pas suivre la mode, sinon ce n'est pas original. La mode des jeunes, c'est bien. On peut mettre ce que l'on veut. Ceux qui suivent la mode, c'est les minets et les minettes. Ceux dont les parents ont de l'argent, finalement.

### La contestation par le vêtement

Comme toutes les autres couches de la société, les jeunes, et peut-être eux plus que d'autres, suivent la mode. Pourtant, aujourd'hui, toute une fraction de la jeunesse se défend d'attacher une quelconque importance aux vêtements. Mais en dépit de ce dédain apparent pour tout ce qui ressemble à un suivisme vis-à-vis de la mode conventionnelle, elle n'accepte pas de porter n'importe quoi. Jeans délavés, clarks ou sabots, treillis de l'armée américaine, en passant par la chemise hippie, blouson de cuir noir, cheveux longs : telles sont quelques-unes des tendances qui marquent actuellement la mode de toute une partie de la jeunesse.

Aussi, c'est une grande uniformité générale que l'on retrouve à la sortie des lycées et collèges ou dans les cités HLM. Et cela est somme toute normal, puisque cette prétendue anti-mode ne se donne pas uniquement comme but de s'opposer à l'élégance et à la morne correction vestimentaire d'une société que beaucoup de jeunes considèrent comme hypocrite, mais permet aussi, grâce au signe distinctif qu'est le vêtement, de se retrouver au sein d'un même milieu, d'une même communauté, différente de celle des adultes. En un mot, d'être



tre « dans le coup avec les copains », comme disent certains.

On prétend donc refuser la mode, mais finalement on en adopte une autre, tout aussi conventionnelle.

Du reste, tant les industriels du vêtement que les commerçants ont vite compris l'ampleur du marché que pouvaient représenter les jeunes. Et l'on a vu fleurir ces dernières décennies nombre de magasins spécialisés dans ce type de vêtements qui flatte le goût de l'originalité et de l'excentricité. Là comme ailleurs, de nouveaux besoins sont sans cesse créés, de nouvelles modes qui durent plus ou moins longtemps sont sans cesse lancées. Dernièrement, la vogue de la moto a en-

traîné la mode du blouson de cuir et des bottes, comme il y a quelques années le film *Bonny and Clyde* avait, durant un temps, lancé pour les filles la mode du petit béret de couleur.

Mais si de telles modes, puisque sans conteste ce sont des modes, fleurissent chez de nombreux jeunes, c'est aussi parce qu'elles leur permettent de s'exprimer, d'extérioriser leur sentiment de révolte ou de refus d'un monde qui leur est hostile. A tel point que les cheveux longs ou le port du blouson de cuir noir sont devenus des symboles de la contestation et que le jean est longtemps apparu comme un drapeau international permettant de reconnaître et de

rassembler tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, entendaient s'opposer à une société oppressive où la liberté n'a aucune place.

Certes, cette volonté de refus de l'ordre social établi est une attitude on ne peut plus justifiée. Mais, tant qu'elle a besoin pour exister d'arborer un déguisement différent de ceux en vigueur, tant qu'elle a besoin de se travestir pour pouvoir s'exprimer, alors elle reste sans effet, voire totalement stérile.

On ne peut échapper à la pression de la société en refusant simplement la mode conventionnelle. On ne peut échapper à la pression de la société sans la combattre. Et, pour avancer, ce combat n'a nul besoin de sabots.



## Les patrons veulent licencier 20 000 travailleurs

Dimanche 14 novembre, le **Républicain lorrain** annonçait la suppression de 14.000 à 20.000 emplois en trois ans dans la sidérurgie lorraine. A l'heure où nous écrivons, aucun démenti n'est venu de la part du patronat.

Indépendamment de la crise actuelle, l'ensemble des effectifs de la sidérurgie lorraine avait baissé de 18.000 de 1968 à 1975, dont 10.000 suppressions d'emplois rien que pour Sacilor. Si les mesures annoncées étaient confirmées, les conséquences seraient catastrophiques pour les travailleurs, dans une région déjà durement touchée par le chômage. Un rapport du préfet de région estime que 31.600 personnes n'ont pu trouver d'emploi en Lorraine en 1974-75. Le **Républicain lorrain** reconnaît que « c'est un véritable arrêt de mort pour le secteur de Longwy et de Villerupt », où la fermeture des Hauts Fourneaux de la Chiers (3.000 personnes) était déjà annoncée depuis des mois.

Depuis le début de la cri-

se, les patrons de la sidérurgie agissent avec l'accord du gouvernement. En 1975, l'Etat a pris en charge 90 % de la part patronale dans l'indemnisation du chômage partiel. Dans le même temps, c'est des milliards — neuf milliards de francs lourds en trois ans ? — que le gouvernement offrait, avec notre argent, aux Sacilor et autres Usinor. Ces milliards n'ont pas été utilisés pour résorber le chômage, au contraire ! Ils ont été investis pour moderniser les installations. Pour les patrons en effet, autant profiter de la crise pour améliorer la productivité, diminuer les effectifs et se retrouver en meilleure position face à la concurrence quand ils seront sortis de la crise. C'est ainsi que Sacilor a entrepris la construction d'une aciérie ultra-moderne à Sérémange ; que les Aciéries de Neuves-Maisons envisagent dès maintenant la construction d'une nouvelle aciérie. Quant au sort des travailleurs, ce n'est pas le problème des patrons. En 1975, Gandois, alors P-DG

de Sacilor-Sollac, menaçait, au cas où l'Etat ne continuerait pas à prendre à son compte le chômage partiel : « **Malgré notre répugnance pour tout licenciement, nous serions alors amenés à prendre de telles mesures** »...

Et comme le gouvernement ne veut plus prendre sur lui aujourd'hui les ré-

ductions d'horaire et qu'il n'est pas question pour lui d'imposer aux patrons de maintenir l'emploi, quitte à travailler à perte, il les autorise à licencier ! C'est au début novembre que Christian Beullac en personne, le ministre du Travail, annonçait à l'issue d'une réunion patronale à Metz : « **Il y aura certainement des sup-**

**pressions d'emplois dans la sidérurgie** »...

Les patrons et l'Etat, la main dans la main, ont donc décidé de mener une attaque en règle contre les travailleurs de la sidérurgie. Mais ceux-ci ont les moyens de mettre leur plan en échec. Et il n'est pas dit que celui-ci réussisse !

J.-J. FRANQUIER.



## La crise vue par les patrons de la sidérurgie

Les interviews suivantes illustrent bien le point de vue patronal. Qu'on ne s'étonne point cependant de leur franchise : les responsables que nous avons interviewés croyaient s'adresser à des étudiants en sociologie faisant une enquête sur l'emploi, et non à des militants de Lutte Ouvrière.

**UN REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'USINE DE NEUVES-MAISON (près de Nancy) :**  
« Neuves-Maisons vient de fusionner avec la Chiers. De quoi s'agit-il et cela a-t-il un rapport avec la crise ?

— La concentration, c'est bénéfique et gênant à la fois. L'avantage de se jumeler, c'est de pouvoir rationaliser les fabrications : la Chiers et Neuves-Maisons sont très complémentaires car elles ont les mêmes fabrications. L'inconvénient, c'est que la fusion arrive dans une période de difficultés économiques. On est dans une période telle que cela crée des problèmes humains qui seraient résolus plus facilement dans une autre période.

— **La fusion aura des incidences sur l'emploi ?**

— Je ne sais pas... (il ne veut manifestement pas en dire plus). Actuellement, nous sommes dans une phase exploratoire. Nous allons fusionner au début de l'année prochaine.

— **Une nouvelle aciérie doit être construite dans l'usine de Neuves-Maisons...**

— On va mettre en place une nouvelle aciérie. Elle fera passer la production de 700.000 tonnes à 1.200.000 tonnes. Cela a été retardé à cause de la conjoncture.

Il faudra deux ans et demi de travaux.

— **Vous allez investir maintenant ?**

— Peut-être...

— **Est-ce que cela donnera du travail ?**

— Non. Ce qu'il faut, c'est être compétitif. C'est le critère. Enfin, ce sera tout de même bénéfique pour l'environnement : les sous-traitances, par exemple, sont plus importantes avec une aciérie de 1.200.000 tonnes qu'avec une aciérie de 700.000 tonnes.

**UN REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE SACILOR :**

« **Quelle est la situation actuelle dans la sidérurgie ?**

— Au printemps dernier, il y a eu une légère reprise. Mais elle ne s'est pas confirmée et, à l'heure actuelle, le niveau des commandes est retombé aussi bas qu'en octobre 1975.

— **Ces difficultés auront-elles des répercussions sur votre plan d'investissements ?**

— Absolument pas. Dans une entreprise comme la nôtre, les investissements se préparent deux ou trois ans à l'avance et s'amortissent sur quinze ans. Ils sont donc dégagés de tous ces accidents conjoncturels. Pour nous, vous savez, il n'y a rien de changé. Tout au plus, cela veut dire qu'il y a temporairement un peu moins d'argent dans les caisses, un peu plus de dettes. Mais cela ne peut pas remettre en question nos investissements.

Nous avons un programme de 1,5 à 2 milliards de francs lourds sur trois ans. Nous comptons monter une nouvelle aciérie à Sérémange pour le printemps 1978 et une cokerie à Florange. Les travaux sont déjà en cours...

— **Cela permettra, je suppose, de résoudre le problème du chômage ?**

— Mais pas du tout. Notre but est, au contraire, de réaliser des investissements générateurs de

déflation d'effectifs, de mieux suivre les demandes de la clientèle à des prix de revient améliorés. Et ces investissements devraient justement nous permettre de supprimer 600 emplois environ.

Entre 1968 et 1976, nous avons réussi à faire baisser les effec-

tifs de 62.000 à 48.000, pour une production qui a augmenté, et cela sans licenciements, uniquement grâce aux départs naturels (retraites, etc.). Nous n'embauchons que 400 à 500 jeunes chaque année, juste pour éviter un déséquilibre de la pyramide des âges... ».

## Face au plan des patrons, quelle politique pour les travailleurs ?

Les menaces de licenciements massifs dans la sidérurgie ont été l'occasion, pour le Parti Communiste, de démarrer une campagne pour la nationalisation de la sidérurgie. Mardi 16, en même temps que les députés du Parti Communiste déposaient un projet de loi à la Chambre, l'**Humanité** consacrait une page entière à ce thème.

C'est vrai qu'il est avérant que quelques particuliers, parce qu'ils possèdent les capitaux, puissent décider du sort de régions entières, de dizaines de milliers de travailleurs. Exproprier ces capitalistes — sans indemnités, car il n'y a aucune raison de faire des fleurs aux De Wendel et consorts — c'est vrai que cela ne pourrait pas faire de mal !

Mais il ne faut pas que ce soit un moyen d'éluder les problèmes concrets qui se posent aux travailleurs de la sidérurgie dès aujourd'hui. Engager la lutte dans cette voie, se battre pour obtenir de Giscard une hypothétique nationalisation et, en attendant, ne rien opposer d'autre au plan patronal, c'est s'engager dans une impasse !

Face à l'offensive des patrons, un plan de lutte de l'ensemble des travailleurs de la sidérurgie est nécessaire.

**Contre les licenciements, répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !**

Dans la sidérurgie, depuis des années, la création d'une cinquième équipe pour les postes en feux continus est réclamée. Avec les effectifs

actuels, cette mesure permettrait d'éviter tout licenciement.

**Ouverture des livres de comptes des entreprises !** L'Etat a versé neuf milliards en trois ans aux patrons de la sidérurgie, payés par les impôts et l'inflation, c'est-à-dire dans tous les cas par les travailleurs. Cet argent va-t-il permettre aux capitalistes, en modernisant, de mieux licencier les travailleurs ? Ce serait un comble !

Et si les patrons refusaient ces revendications, il faudra être prêt à se payer sur la valeur des machines, des bâtiments, à se payer sur le capital des usines, qui appartient bien plus aux travailleurs qu'aux capitalistes.

J.J.F.



PEUGEOT CYCLES :



BEAULIEU MANDEURE :

## Un four explose : 18 blessés, 2 brûlés graves

Vendredi matin 12 novembre, à l'embauche de l'équipe du matin, un four de séchage de peinture a explosé, suite à une panne. L'explosion, en soufflant le bâtiment, a fait dix-huit blessés, dont deux sont gravement brûlés et ont été transportés à Lyon. Un travailleur qui travaillait dans le secteur raconte :

« Dans quel atelier travailles-tu ? »

— Au M8. C'est l'atelier voisin du M6 où a eu lieu l'explosion. Le M6, c'est la chaîne peinture des cadres cyclomoteurs. Les cadres arrivent sur des balancelles. Ils sont dégraissés, séchés automatiquement, puis ils passent dans une cabine où ils reçoivent une couche d'apprêt anti-rouille, suivie d'un four de séchage. Ensuite ils sont peints en gros par des pistolets à peinture automatique, puis les pistoleurs font la finition. Enfin c'est le four de cuisson de la peinture.

Où a eu lieu l'explosion ?

— C'est le four de séchage de l'anti-rouille qui a explosé. Et, comme le four de cuisson de la peinture est séparé d'un mètre environ du premier, il a explosé à son tour. Avant l'explosion, il y avait eu une panne dans l'arrivée de gaz, mais le mazout continuait à arriver (NDLR : il s'agit de brûleurs mixtes fonctionnant alternativement au mazout et au gaz). Quand le gaz est revenu, le four était encore chaud et il y avait trop de mazout. Un régleur est monté sur le four pour vérifier le fonctionnement. Il y avait de la fumée qui sortait du four. Le régleur en voyant cela est redescendu tout de suite et a donné l'alarme. Certains ont pu s'éloigner assez vite. Mais d'autres n'ont pas eu le temps ou n'ont pas entendu, comme les pistoleurs qui sont seuls dans leur cabine. De toute façon, l'atelier est tellement encombré par les containers et les balancelles que c'est un vrai parcours du risque pour circuler à travers. Ceux qui étaient au fond de l'atelier sont passés juste devant le four qui a explosé, car il est au milieu de l'atelier.

Quel a été l'effet de l'explosion ?

— L'explosion a projeté des flammes à environ trente mètres. Ceux qui ont été gravement brûlés étaient assez loin. Ce sont les pistoleurs dans leur cabine, car la projection des flammes a mis le feu à la peinture qu'ils manipulent. En même temps, la toiture de l'atelier, qui est une verrière, a été soufflée. Elle est tombée sur les gars et en a blessé plusieurs avec les éclats de verre et les barres de fer qui dégringolaient. A plus de cent mètres, des carreaux et des rampes de néon ont été pulvérisés. Aussitôt le stock de peinture, qui est à cinquante mètres environ des fours, a pris feu. Heureusement, un régleur a coupé les arrivées de gaz et de mazout dans l'atelier voisin pour éviter une autre explosion.

Heureusement, il n'y avait dans l'atelier qu'une quarantaine de gars, car l'équipe d'horaire normal n'était pas encore arrivée. Il faut ajouter que l'atelier de peinture où a eu lieu l'explosion travaille en 3x8, y compris le samedi matin : le matériel est donc très rarement contrôlé sérieusement. »

RENAULT-BILLANCOURT :

## Mutations arbitraires et licenciement à Renault Machines-Outils

A la Régie Renault, à Billancourt, avant les vacances, la direction a annoncé à RMO, secteur de machines-outils qui compte 1.200 travailleurs, la mutation de 400 d'entre eux vers le secteur automobile, ainsi que des journées chômées pour tous du fait d'une forte baisse de commandes.

Plusieurs dizaines de travailleurs ont déjà quitté RMO, soit d'eux-mêmes, soit à la demande de la direction. Et elle a aménagé le départ à la retraite anticipée de 32 travailleurs qui auront 60 ans d'ici la fin 1977. Mais deux dessinateurs ont refusé par trois fois leur mutation, qu'ils finirent par accepter sous la menace de licenciement. Depuis environ un mois, un professionnel

a été licencié pour avoir, lui, maintenu le refus de sa mutation.

A l'appel de la CGT et de la CFDT, une cinquantaine de professionnels l'accompagnent chaque matin à sa place et lui donnent du travail. La direction le fait constater par un huissier. Des débrayages de solidarité ont eu lieu dans les départements 77, 51 et 54, secteurs de professionnels, et grâce à une collecte organisée à RMO ce travailleur a touché l'équivalent de sa paye d'octobre.

Mais les mutations continuent et cela provoque la colère de certains travailleurs, en particulier de membres du PC qui ont pris à partie le directeur de RMO lors de son

passage à l'atelier. Et il a fallu l'intervention du responsable du PC du secteur pour mettre fin à l'incident. Par ailleurs, le chômage partiel touche tous les secteurs de RMO. Ateliers, services techniques, comptabilité, bureaux d'études : 4 jours par mois. Le commercial : 2 jours, sauf 9 personnes de l'Après-vente qui ne chôment pas, leur chef estimant qu'il y a du travail.

Le chômage est indemnisé à 60 %, ce qui représente une perte de 200 à 350 F par mois, suivant les coefficients hiérarchiques.

Les mutations forcées continuent et la direction mise sur le temps pour parvenir à ses fins.

RENAULT-FLINS :

## Des R 12 un peu gauches

Les ouvriers du Transfert d'assemblage général de R 12 ont engagé, pendant deux semaines environ, un mouvement revendicatif, appuyé par des débrayages d'une demi-heure ou d'une heure, répétés plusieurs fois dans la journée.

Un transfert est un ensemble semi-automatique qui peut atteindre plus de 100 mètres de long et où se déplace en avant et en arrière un chariot de la même longueur, prenant un plancher de voiture à une extrémité et sortant une coque assemblée à l'autre extrémité. Le long du transfert sont disposés différents postes où sont posés les différents éléments de la coque. Il suffit donc qu'un travailleur à n'importe quel poste ne fasse pas son travail pour que tout soit arrêté.

Et quand tous les travailleurs du Transfert s'arrêtent, comme cela a été le cas plusieurs fois pendant ces quinze jours, c'est la production des R 12 qui est stoppée.

Plutôt que de céder quoi que ce soit sur les revendications des grévistes, la direction a fait le choix de dépenser des centaines de milliers de francs à faire travailler des équipes supplémentaires la nuit, le samedi et le dimanche, afin que la production sorte coûte que coûte, quitte à ce que la qualité s'en ressent.

Des régleurs, des chefs d'équipe et certains ouvriers d'autres secteurs ont ainsi accepté de jouer les jaunes. La majorité d'entre eux n'avaient jamais travaillé sur un transfert. Pourtant, il faut au minimum plusieurs jours pour s'adapter à ce travail, surtout quand le rythme est très rapide.

Mais pour la direction de Renault-Flins, ce n'est pas un problème. Ce qui compte avant tout pour elle, c'est le nombre de voitures produites dans la journée.

C'est ainsi qu'on a vu passer sur les chaînes des voitures très mal soudées et même non soudées, ce qui faisait dire à tout le monde que l'heureux acheteur aurait les pieds mouillés. Certaines pièces étaient mal positionnées, ce qui faisait que la coque était « gauche ». Ou, pire, des pièces manquaient, tels les renforts dans les côtés de caisse.

Malgré le renforcement des secteurs de retouches, ceux-ci étaient débordés et les retouches elles-mêmes mal faites, car faites trop rapidement. Un petit coup, de manière à camoufler ce qui n'allait pas, et c'était bon. Dans un moment pareil, les chefs du con-

trôle ne sont pas tâtilons.

Ainsi ces R 12, même retouchées n'auront pas loin de là, les mêmes qualités que les autres, même si elles brillent tout autant. Et l'acheteur se rendra compte, malheureusement au bout de quelque temps seulement, que quelque chose ne va pas. Si une voiture sort un peu « gauche » de l'usine, on ne le sent pas au début. Mais après un certain nombre de kilomètres, la voiture aura tendance à dévier sur la gauche ou sur la droite. Ou encore c'est une pièce mal soudée qui, au bout de quelque temps, se mettra à vibrer ; et le conducteur entendra alors les petits bruits caractéristiques d'une voiture déjà vieille.

Nous voilà donc avertis sur la qualité des R 12 qui seront sur le marché d'ici quelque temps.

Correspondant LO.



Parking de R5 et de R12 à Renault-Flins : apparemment des voitures neuves, mais combien d'entre elles révéleront-elles des défauts de fabrication au bout de quelques semaines ?



## La Caisse d'Épargne de Paris (celle de l'Écureuil)

1 500 employés, dont 1 300 sous « statut » et 200 auxiliaires, sont répartis dans 145 agences et le siège.

La Caisse d'Épargne de Paris, ainsi que les autres Caisses d'Épargne dites « ordinaires » (pour les distinguer de la Caisse Nationale d'Épargne, dont le budget est géré par l'administration des PTT), ont une existence autonome. Ce sont des entreprises privées, reconnues d'utilité publique, puisqu'officiellement elles drainent l'argent des petits déposants pour en faire des prêts aux collectivités publiques (les communes essentiellement) à des taux avantageux.

En réalité, les fonds collectés par les Caisses d'Épargne sont obligatoirement transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations, laquelle prête effectivement une partie de ces sommes aux collectivités, mais utilise l'essentiel des liquidités... pour intervenir sur le marché boursier ou monétaire pour soutenir les cours de la Bourse ou bien le franc. Ces opérations, souvent à court terme, sont d'une rentabilité nettement supérieure au taux servi aux déposants (6,5 %).

## Caisse d'Épargne de Paris

# 7<sup>e</sup> SEMAINE DE GRÈVE !

Mercredi 17 novembre, au 43<sup>e</sup> jour de grève, les employés de la Caisse d'Épargne ont toujours le moral. La direction ne veut pas céder mais la détermination ne fléchit pas. Moins que jamais, les employés ne veulent abandonner les avantages acquis (cf. LO n° 427).

Après la sixième semaine de grève, seuls 200 agents (dont des cadres) sur 1.500 travaillent, répartis dans 36 agences.

Les syndicats appellent à 48 heures de grève, les 25 et 26 novembre, l'ensemble des personnels des Caisses d'Épargne de province.

Nous avons interviewé un membre du Syndicat Unifié de la Caisse d'Épargne de Paris :

« La grève est reconductible chaque jour en assemblée générale, où il y a quotidiennement entre 800 et 900 personnes sur 1.100 grévistes. L'essentiel des décisions est

approuvé par l'assemblée générale, mais ce sont les organisations syndicales qui proposent les actions à entreprendre. Cependant les employés se préoccupent de la grève, participent aux actions proposées. Par exemple toute l'assemblée générale a participé à la manifestation à la banque Hottinguer (le baron étant P-DG du Conseil d'administration de la Caisse d'Épargne).

— Quels sont les syndicats ?

— Le Syndicat Unifié des agents et cadres des Caisses d'Épargne (SUACCE). C'est le plus important (900 syndiqués sur 1.500 agents). A Paris, il est très fortement influencé par le PCF. Ce qui le caractérise, c'est qu'il est issu de la CGT : au moment de la scission avec FO (en 1947), les adhérents d'alors ont refusé la scission et se sont constitués en Syndicat unifié, non rattaché à une confédéra-

tion. D'autre part la CFDT (400 syndiqués) est influencée par le PSU et la LCR.

— Où en est la combativité, puisqu'il semble ne pas y avoir de possibilité de discussion ?

— Pour te donner une idée, samedi 14 novembre, après plus d'un mois et demi de lutte, on a reconduit la grève avec plus de 800 voix pour et 6 contre. Dans l'ensemble, tout le monde a le moral, mais les difficultés financières se font sentir. Mais on a des possibilités de tenir le coup. Le Comité d'entreprise nous aide. Il donne 500 F par semaine à ceux qui le demandent, sous forme d'avance, et une commission d'entraide se réunit à la demande pour les cas les plus difficiles. De plus le SU national a avancé 200 mille francs (20 millions anciens) aux grévistes, dont 50 mille francs de don. En fonction des collectes de solidarité, le remboursement des

avances pourra être revu et des arrangements larges consentis.

— Et du côté de la direction ?

— C'est l'épreuve de force. A chaque fois que les délégués demandent une nouvelle entrevue, elle refuse. Et non contente de cela, elle laisse entendre que, si les employés perdent, ce ne sera pas seulement sur les revendications, mais que bien d'autres avantages sont en jeu, d'autres primes qui ne sont pas garanties et la liberté syndicale.

— Quels sont vos rapports avec le public ?

— Tous les matins il y a une diffusion de tracts avec discussion avec ceux qui viennent rue du Louvre. Le tract est affiché dans les succursales qui sont fermées. Dans l'ensemble, la clientèle n'est pas hostile, ce sont surtout des gens en difficulté. En principe, ils sont payés. »



## Succès du meeting de soutien,

LE MARDI 16 NOVEMBRE

La préfecture ayant interdit l'organisation d'un gala de solidarité en faveur des employés en grève, ceux-ci ont dû transformer le rassemblement prévu à la Mutualité à Paris en meeting, ont précisé les syndicats de la Caisse d'Épargne.

Cela n'a pas empêché le succès du meeting-gala. Mais l'attitude de la Préfecture mérite un commentaire. Elle soumettait l'autorisation de tenir un gala à une réglementation sur les spectacles qui semblait tombée en désuétude et qui prévoyait pour les associations (en dehors des entrepre-

neurs de spectacles) la possibilité d'organiser, dans la limite de deux par an, « des manifestations dans un but de bienfaisance ».

Le gala de solidarité en faveur des grévistes n'étant pas, aux yeux de la préfecture, une œuvre de bienfaisance, ceux-ci ont dû au dernier moment transformer le gala en meeting de soutien.

Cela n'a pas empêché les travailleurs de répondre nombreux à l'appel des employés de la Caisse d'Épargne mardi soir à la Mutualité.

## SNCF (Paris - Sud-Ouest) :

### ● « La fête à Valenton »

Dans le cadre de sa campagne publicitaire, la SNCF organise des baptêmes de locomotives.

Le dernier en date, celui de la CC7201 — dernière née du progrès — s'est fait lundi dernier au dépôt de Valenton. Pour la circonstance, on avait nettoyé, ce qui n'était pas un mince travail, fleuri les alentours et fait une beauté à la locomotive.

Quant à la cérémonie, elle s'est déroulée sous les fenêtres du foyer des agents de conduite. Ils ont eu droit ce jour-là, en plus des trains qui passent à proximité, à un réveil en fanfare.

L'endroit est tellement bruyant que le directeur de la région

Nord a dû interrompre son discours à chaque passage de train : un toutes les trois minutes. Espérons qu'il s'en souviendra pour faire effectuer rapidement l'insonorisation du foyer.

Car c'est 160 fois en huit heures que nous devons interrompre notre sommeil. On aurait mieux fait d'utiliser à cela les millions qui ont servi à cette mascarade.

### ● Les travailleurs de la Ferroviaire se sont fait respecter

Certaines équipes d'employés de la « Ferroviaire » (entreprise qui fait le ménage à la SNCF) à Tours ont fait grève une semaine au début du mois de novembre.

Ils ont fait grève parce qu'ils en ont ras-le-bol de leurs condi-

tions de travail : dehors, par tous les temps, dans la saleté, sans vêtements de travail, avec un équipement rudimentaire (une éponge et un peu de lessive pour nettoyer les WC). Ils revendiquent de meilleurs salaires mais aussi qu'on les respecte.

Et s'ils ont demandé qu'un chef soit radié, c'est que tous les jours ils étaient victimes de brimades, d'insultes et plus particulièrement les femmes (se faire traiter de p... était une injure courante).

Les travailleurs de la « Ferroviaire » n'ont pas obtenu satisfaction sur tout : leur prime de panier et de nuit est augmentée, leur chef a été remplacé.

Mais surtout ils se sont battus pour faire respecter leur dignité et, même si le travail est toujours aussi pénible, il y a quelque chose de changé.

Correspondant local.

## « TOUT LE MONDE PEUT FAIRE DES BONS PLACEMENTS »...

(Campagne publicitaire du Crédit Lyonnais)

Le Crédit Lyonnais ne manque pas d'audace ! Depuis plusieurs mois, on voit dans toutes les agences une publicité représentant un homme de condition modeste, penché à la portière d'une voiture et invitant les clients à acheter des actions de la SICAV (Société d'investissement à capital variable) du Crédit Lyonnais (de la Slivarente, en l'occurrence).

Lorsque l'on songe que la valeur moyenne des quatre SICAV du Crédit Lyonnais est passée de 142,57 F en 1972 à 121,52 F en 1975 et que la hausse des prix pendant cette même période est de l'ordre de 40 % d'après l'indice officiel de l'INSEE, on voit quelle

dégingolade a subi le capital « investi ».

Quant au coupon annuel, son taux demeure en tout état de cause inférieur... à celui versé par la Caisse d'Épargne !

On peut donc mesurer à quel point cette publicité est scandaleuse et mensongère car, bien entendu, ce sont les petits épargnants qui constituent la « cible » de toute cette propagande.

Nous devons, quant à nous, refuser de tromper les clients et leur expliquer ce que sont réellement les « bons placements » annoncés.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais Agences du 8-11-76.



BERGERON ET BARRE :

## UN DIALOGUE FEUTRÉ OU LES DEUX COMPÈRES SE SONT BIEN COMPRIS

L'auteur du plan d'austérité et le champion de la « politique contractuelle » devaient paraître-il s'affronter le 17 novembre. Il n'y eu qu'un échange de vues de bon aloi entre gens de bonne compagnie. Bergeron a rappelé qu'il fallait lutter contre l'inflation, que cela nécessitait une politique de modération de « l'évolution des salaires et des prix ». Les compères étaient donc d'accord sur le fond de la question. Bergeron de se plaindre seulement que le gouvernement n'intègre pas

suffisamment les syndicats dans une politique qui devrait « programmer une progression négociée du pouvoir d'achat ». Son inquiétude majeure : que le refus d'un tel dialogue puisse « peser lourd sur l'évolution sociale et politique du pays ». Monsieur Barre, comprenez-nous, nous voulons vous éviter des ennuis, a-t-il dit en substance.

Et les deux interlocuteurs, rassurés sur leurs intentions respectives, de reprendre un autre rendez-vous tout aussi marquant pour décembre pro-

chain... Quant à Bergeron, il reste optimiste ! C'est sur un ton plein de vigueur qu'il a clamé devant les caméras de télévision à la sortie de Matignon : « Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir; si je n'espérais pas des résultats de l'action syndicale, je ne serais plus syndicaliste ! ».

Il est vrai que les espoirs d'un Bergeron sont à la mesure des seules « actions » qu'il est capable d'imaginer : antichambre à la porte des cabinets ministériels.

H. C.



Maternité Salengro :

### Quand il manque du personnel, la direction menace de renvoi

A la maternité Salengro qui fait partie du CHR de Lille, une auxiliaire puéricultrice est menacée de sanctions disciplinaires. Que lui reproche-t-on ? De ne pas répondre assez vite aux coups de sonnette, de ne pas changer tous les enfants, de réveiller les mamans pour que ce soient elles qui donnent le biberon.

Seulement la nuit, à Salengro, cette auxiliaire puéricultrice est seule pour tout l'étage, soit trente-cinq chambres avec un enfant dans chacune d'elles. Et quand plusieurs mères sonnent en même temps, ce qui arrive souvent à l'heure des tétées, elle ne peut répondre immédiatement à toutes. Un accident grave peut arriver (un bébé peut s'étouffer avec ses vomissements par exemple).

Pour changer tous les enfants, elle doit commencer vers 5 h 30, donc à 7 heures du matin, heure où elle termine son travail, les premiers enfants changés sont déjà souillés.

Il est impossible qu'elle donne elle-même à minuit une quinzaine de biberons ; elle est bien obligée de mettre les mamans à contribution. Dans ces conditions, les mamans ne peuvent pas bénéficier de ce seul temps de repos après l'accouchement.

A cause de tout cela, des mères se sont plaintes. Et la direction a menacé de sanctions ou de renvoi l'auxiliaire de puériculture, alors qu'elle est seule responsable.

Le personnel a été scandalisé par cette injustice, d'autant plus que tout le monde subit le manque d'effectifs. Une pétition contre le manque de personnel et pour la suppression des sanctions a été signée par la majeure partie du personnel médical. Le personnel s'est aussi adressé aux accouchées pour leur expliquer les problèmes. Car pour obtenir des effectifs supérieurs à la maternité, c'est aussi avec le soutien du public que cela sera possible.

Correspondant LO.

### Pour réduire l'auxiliariat, les Hospices Civils de Lyon licencient les auxiliaires !

A l'hôpital de la Croix-Rousse, cinq auxiliaires ont été prévenus qu'ils seront licenciés le 1<sup>er</sup> janvier. Trois d'entre eux travaillent à l'hôpital depuis plusieurs années mais sont considérés comme non titularisables par l'administration pour des raisons de santé, bien qu'ils fassent le même travail comme auxiliaires ! Quant aux deux autres, qui sont à l'hôpital depuis quelques mois, on n'évoque que des prétextes pour les licen-

cier, l'une se voyant reprocher son « manque d'initiative personnelle » !

D'autres licenciements risquent de suivre ceux-là. Bien des hospitaliers ont été indignés par ces méthodes et un rassemblement de protestation a regroupé une cinquantaine de personnes. D'autres actions sont envisagées car il faut empêcher à tout prix ces licenciements.

Correspondant LO.

### ON EST PRIÉ D'APPORTER SES MEDICAMENTS

En ce moment, il ne se passe pas de jour sans qu'il y ait des médicaments et du matériel en rupture de stock. L'autre jour, c'était du Fumafer et de l'élastoplaste, aujourd'hui c'est des antibiotiques en pommade !

### UNE PRIME PEUT-ELLE ARRÊTER DES GERMES ?

Une circulaire parue en juin revalorise la prime de contagion des labos. Cette prime peut varier de 70 à 250 F environ.

On ne saurait mieux dire comment l'administration se paie notre tête ! Comme si un ou deux billets de 100 F pouvaient éviter les infections. Et elle va même jusqu'à moduler la prime suivant les germes manipulés. Ainsi, pour une somme fixe, vous ne risquez plus rien à manipuler les germes de la gangrène ; l'ad-

Parfois, c'est la famille qui va à la pharmacie du coin acheter le médicament qui manque !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Beaujon - Clichy.

ministration rajoute quelques billets de 10 F et hop ! Vous voilà immunisé contre la typhoïde ; quelques-uns de plus et voilà l'hépatite qui recule...

Heureusement pour ces messieurs de l'avenue Victoria que les germes de la bêtise et du ridicule ne tuent pas. Car aucune prime n'a jamais pu vaincre ces maladies-là, pas plus que les autres.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Broussais - Paris.

### Il y a pire que la maladie

Tomber malade, c'est déjà pénible. Mais tomber malade et travailler chez Peugeot, c'est franchement insupportable.

Un travailleur de chez Peugeot-Sochaux, qui souffre depuis longtemps d'une douleur à l'épaule suite à un accident de travail, s'est vu dernièrement prescrire un arrêt par son médecin traitant.

Contrôle « Peugeot » à son domicile. Le médecin-contrôleur porte sur l'imprimé : « Absence d'une inaptitude au travail à ce jour ».

Re-visite de ce travailleur à son médecin traitant qui maintient l'arrêt de travail. La direction Peugeot pendant ce temps signale au malade qu'il lui faut reprendre le travail et que ses indemnités ne lui seront plus versées à compter du jour du contrôle. Par crainte de subir un préjudice, le malade retourne à l'usine, mais à la visite médicale obligatoire de reprise, un médecin refuse la reprise du travail pour non guérison.

Dans cette affaire, le médecin-contrôleur aura au moins réussi à passer pour un imbécile aux yeux de ses collègues.

### Citroën Aulnay : la direction est responsable

A Citroën Aulnay le mercredi 10 novembre à 7 heures du matin un très grave accident a eu lieu. Au carrefour face à l'entrée du Montage, un ouvrier venant à l'usine en mobylette a été accroché par un camion. Il a été projeté à plusieurs mètres de là. Lorsque l'ambulance l'a emmené, une bonne demi-heure après, il était toujours inanimé.

Cette route vient à peine d'être terminée, et elle n'est toujours pas éclairée. Les accidents y sont fréquents.

Mais Citroën s'en moque. Les travaux d'infrastructure ne sont faits qu'en fonction des besoins de la production. Et si la route a été refaite, c'est seulement pour que les camions de marchandises puissent passer, pas pour notre sécurité.

LILLE :

LES CITES MINIERES

A L'ABANDON

Le projet de budget pour l'année 1977 réduit de 50 % les crédits prévus pour la rénovation des cités minières.

Pourtant, avec les crédits initialement prévus, il aurait fallu (d'après les dires des Houillères elles-mêmes) vingt ans pour rénover l'ensemble des cités. C'était encore trop rapide pour

le gouvernement de Barre.

Dassault et ses semblables se payent des résidences secondaires à 5 milliards, mais il n'y a pas de crédits pour rendre corrects nos logements qui se délabrent et dont certains sont presque insalubres.

Correspondant LO.

LUTTE OUVRIERE



## LES FLAMBOYANTS

de Patrick GRAINVILLE

Le prix Goncourt a donc été décerné au dernier roman de Patrick Grainville, un jeune professeur de lettres.

Le prix Goncourt est avant tout une très bonne affaire commerciale et publicitaire pour la maison d'édition qui a publié l'ouvrage du lauréat. Dans les « bonnes années », un prix Goncourt peut atteindre des tirages de 500 000 exemplaires et, par la force des choses, ce sont les plus gros éditeurs se partageant la quasi-totalité du marché du livre qui en sont les premiers bénéficiaires.

Néanmoins, cela n'exclut pas l'attribution du Goncourt à de très bons livres, comme par exemple à l'excellent roman d'Emile Ajar *La vie devant soi*.

Cette année, on a moins sujet d'être enthousiaste, même si l'ensemble de la critique littéraire fait l'éloge du livre de Patrick Grainville.

Les flamboyants, ce sont des arbres africains aux fleurs écarlates et éclatantes dont l'auteur fait le symbole d'une Afrique qu'il voit violente, barbare et excessive en toutes choses. Et ce roman qui se veut fantastique et poétique retrace l'épopée d'un « général roi-fou » africain, violent, cruel, juste assez fêru de littérature occidentale pour déconcerter quelques diplomates. Ce tyran mythomane, qui parasite cruellement « son peuple » pour entretenir ses avions Mirage, son armée à l'équipement ultra-moderne et ses fantaisies les plus ahurissantes, se montre volontiers « énormément facétieux ». En somme, une sorte de super-Idi Amin Dada, bien que l'auteur s'en défende dans ses interviews, en qualifiant ce dernier de « mégalomane

sexuel et massacreur », alors que son féroce ne serait qu'un « ludique et un sacrificateur ». Nuance en vérité difficile à saisir quand on lit les aventures de ce Tokor Yali Yumalta tout aussi capable de dompter les gazelles du regard et de la voix, de se moquer des touristes américaines disgracieuses, de jouer et porter sur ses épaules une grappe de gamins du bidonville pour envahir avec eux une piscine de Blancs huppés un jour de facétie « démocratique »... que d'assassiner de ses mains un médecin ou un infirme, d'user et d'abuser d'un harem des deux sexes ou de mener une guerre ahurissante dans la jungle contre des tribus paisibles, pour le simple plaisir d'aller à la recherche de ses chimères.

C'est cet Ubu-noir qui a séduit et

fasciné l'auteur, qui déambule dans le roman sous les traits d'un jeune dandy écossais, aristocratique, raffiné, distant, mais résistant à tout... même au soleil d'Afrique. Et c'est cette espèce d'ange blanc désincarné et « venu d'ailleurs », devenu le favori du tyran, qui finalement a le beau rôle, lui qui, avant de retirer son épingle du jeu de ces aventures macabres, se plaît à traverser le « tintamarre équatorial, tout ce bar-num en rut, d'un bond distraît d'impala », cette antilope africaine symbole de grâce et de pureté.

La plupart des critiques et les jurés du prix Goncourt se sont extasiés. *Le Monde* a vu dans ce roman « un opéra sublime, baroque et bariolé »; Hervé Bazin « un écrivain baroque au style foisonnant »... Affaire de goût, pour ceux qui tiennent à voir dans une accumulation de mots exotiques et d'adjectifs plus ou moins appropriés des descriptions « baroques » et de la littérature là où les scènes les plus atroces et les plus lamentables sont présentées comme sublimes, sous une avalanche de mots fleuris. Au travers de ce regard « d'esthète », voilà comment apparaît un bidonville où enfants au ventre bal-

lonné et adultes décharnés crèvent de faim : « C'est là-dedans qu'ils naissent, se divisent, s'émeuvent, s'entre-tuent et copulent. C'est ça leur fumier, leur limon vomi et ravalé sans cesse... Ce sont les gueux de toute terre : ce sont les premiers alchimistes, de leurs propres déjections ils ont tissé leur nid ». Et s'identifiant à ses héros, l'auteur s'extasie plus loin devant le même bidonville : « ce chancre ignoble et sublime ».

En réalité, ce roman au style bour-soufflé charrie une arrogance d'intellectuel occidental bien peu éclairé, qui confond ses propres fantasmes de mauvais goût avec tout un bric-à-brac folklorique et exotique évoquant la prétendue sauvagerie africaine, le mythe de la naïveté des primitifs, la sorcellerie, la fascination pour « leur vie animale », autant de clichés qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'Afrique réelle et ne gardent de l'Afrique « légendaire » que la suffisance des colonisateurs.

Irène BROSSARD.

Les flamboyants de Patrick Grainville - Ed. du Seuil - 315 p. - 45 F.

## LA NOSTALGIE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT

de Simone SIGNORET

Simone Signoret, célèbre actrice dont presque tous les films sont des succès, vient de faire paraître « *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était* », une interview réalisée par Maurice Pons, rerédigée par Simone Signoret.

Simone Signoret raconte son enfance et sa jeunesse de petite-bourgeoise de Neuilly, intelligemment élevée. Elle raconte par quel hasard elle a découvert pendant l'Occupation, à Saint-Germain-des-Près, le milieu d'intellectuels de gauche, d'artistes et de poètes dans lequel elle s'est tout de suite reconnue. Et l'on s'attache à ce récit, parce qu'il révèle quelque chose de vivant, de sensible et de généreux. Une femme qui réussit à faire comprendre quelle place son mari, sa fille, ses amis, ont tenu dans sa vie, tout en étant d'une pudeur et d'une discrétion extrêmes. Une femme qui préfère parler des gens qu'elle aime et qu'elle respecte, plutôt que de ceux qu'elle méprise.

Ce livre est intéressant à d'autres titres.

Simone Signoret, en effet, décrit certains milieux et personnages du cinéma — on n'oubliera pas le tendre portrait qu'elle dresse de Marilyn Monroe. Elle témoigne aussi sur les prises de position du couple qu'elle constitue avec Yves Montand et qui, pendant de très longues années, s'est senti très proche du Parti Communiste et l'a fait savoir.

Pourtant Simone Signoret et Yves Montand n'ont jamais adhéré au Parti Communiste. Parce que certaines choses les gênaient — en particulier, dans les années d'après-guerre, les prises de position du parti.

Cela ne les pas empêchés d'avaler pas mal de couleuvres pendant de longues années.

Bien sûr, la frontière entre la naïveté réelle et le désir de se boucher les yeux devant certaines réalités est difficile à tracer.

Mais de tout cela, Simone Signoret ne cherche pas à se justifier aujourd'hui, contrairement à bien des ex-staliniens, militants responsables et intellectuels, eux. Elle s'accuse plutôt d'avoir trop fermé les yeux. Mais elle réussit à nous faire comprendre pourquoi. Pour ne pas avoir l'air de se démarquer du Parti Communiste, à une époque où, sur le plan professionnel et humain, cela aurait pu les arranger. Parce qu'elle était souvent plus préoccupée de sa vie personnelle, futilités comprises, que de politique. Elle n'a été, ni ne s'est considérée comme une militante. Ses prises de position, comme celles de Yves Montand, ont toujours été des prises de position sentimentales, des « coups au cœur », comme elle dit. Des coups au cœur qui, comme les événements de Hongrie ou de Tchécoslovaquie, l'ont peu à peu amenée à prendre quelque distance avec le Parti Communiste.

Cela dit, on ne peut pas rapporter ici toutes les anecdotes dont nous amuse Simone Signoret, tous ses enthousiasmes.

Sans doute, pour suivre facilement la lecture de *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était*, faut-il que les noms et les événements auxquels fait allusion Simone Signoret évoquent quelque chose pour le lecteur. Il n'empêche que *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était* est un livre qu'on lit attentivement, page après page. Un livre sincère et intéressant. Il faut en profiter.

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était de Simone Signoret - Ed. du Seuil - 49 F.





## L'AFFICHE ROUGE

de Frank CASSENTI

L'affiche rouge, c'est cette affiche évoquée par le poème d'Aragon, mis en musique et chanté par Léo Ferré. Une affiche réalisée par les services de propagande de l'armée allemande, au début de l'année 1944, pour présenter la Résistance sous les traits de hors-la-loi, sans foi ni loi, étrangers et pour la plupart juifs de surcroît. « Ils étaient vingt et trois... » dit la chanson. Ces 23, c'étaient ceux du groupe Manouchian (du nom de son chef, un immigré arménien), militants des Partis Communistes de différents pays, anciens des Brigades Internationales en Espagne pour certains, qui furent fusillés le 21 février 1944 au Mont Valérien, à l'exception de la seule femme du groupe, qui fut décapitée quelques mois plus tard dans une prison de Stuttgart.

Frank Cassenti n'a pas voulu reconstituer les exploits du groupe Manouchian. Il use d'un procédé pour les évoquer. Une troupe de jeunes acteurs est justement en train de discuter, de répéter, d'interroger les témoins et les proches de ce groupe, afin de mettre sur pieds une pièce intitulée L'affiche rouge. Au cours de cette évocation, on passe perpétuellement d'une époque à l'autre, du jeu des acteurs, du récit et du témoignage, à la reconstitution d'une scène

qui se déroule en 1944. Un procédé théâtral au sens littéral du terme, et qui pourrait tourner à l'exercice de style, formel, abstrait. D'ailleurs un certain nombre de spectateurs seront arrêtés par le procédé qui, c'est incontestable, est délibérément déroutant. Et si l'ambition de Cassenti était, comme il le dit, de s'adresser à la nouvelle génération, il aura du mal à atteindre son but. Il parvient cependant peu à peu à nous entraîner dans son jeu. Les personnages évoqués prennent une dimension humaine.

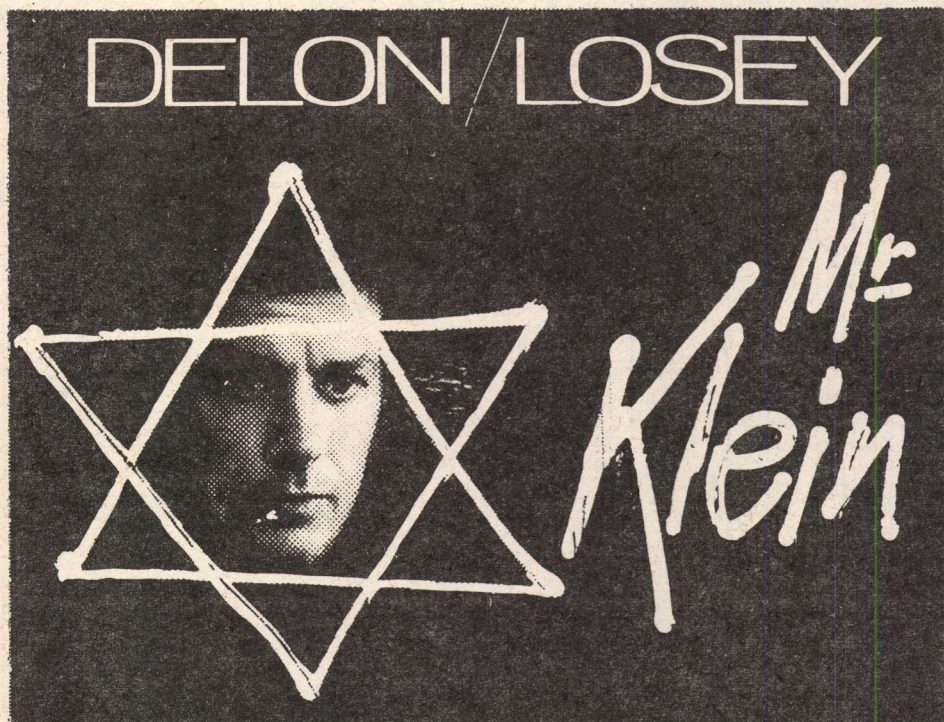
Mais on ne pouvait faire un film sur un tel sujet sans qu'il prenne une dimension politique. Cassenti n'a certes pas abordé de front cet aspect, se contentant de présenter les hommes du groupe Manouchian comme des défenseurs de la liberté, face à la barbarie nazie, sans même citer explicitement l'appartenance de ces résistants au PC, sinon au travers d'allusions. Il est vrai que la politique du PC consistait alors à gommer le maximum de références, mêmes formelles, au communisme, pour s'affirmer comme le champion de la libération nationale. Et quel que soit le courage des hommes du groupe Manouchian, quelles que soient les illusions qu'ils portaient en eux et qu'ils contribuaient à propager autour d'eux,



ils agissaient dans le cadre de la politique nationaliste des partis staliens. Ils rêvaient peut-être d'un monde débarrassé de la barbarie, et même de l'exploitation. Mais la politique de ceux qui les dirigeaient a abouti à Yalta, au partage du monde en deux zones d'influence. Les vainqueurs « démocratiques » ont trans-

posé la barbarie en Algérie, au Vietnam. Les bureaucrates russes ont mis l'Europe de l'Est en tutelle et massacré la révolte du peuple hongrois en 1956. Une leçon qui n'est pas, bien entendu, tirée par Cassenti, mais qu'on ne peut mettre de côté, lorsque l'on voit ce film.

Jean-Pierre VALI.



Au cours de l'année 1942, à Paris, un riche amateur d'art rachète à bas prix les toiles que viennent lui proposer des Juifs ayant besoin d'argent liquide pour fuir la

capitale et échapper aux rafles nazies. Le sort fait à la communauté juive ne le concerne, lui, Robert Klein, que dans la mesure où il peut en bénéficier et s'enri-

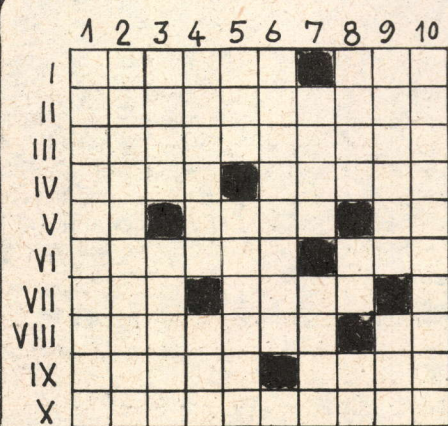
chir aux dépens des victimes d'un antisémitisme érigé en institution. Et pourtant, il va soudain se trouver, malgré lui, mêlé aux événements et devenir lui aussi la victime des persécutions antisémites dont ne le protègent ni son argent ni ses relations. Car il reçoit, par erreur pense-t-il tout d'abord, un journal juif. Voulant rectifier l'erreur, il s'embourbe alors dans une situation qui le confond avec un autre Robert Klein, Juif celui-là, à la poursuite duquel il s'engage et qu'il ne parvient pas à retrouver.

Et le film relate l'histoire de cet homme qui marche, involontairement puis de plus en plus délibérément, droit vers sa propre destruction, comme fasciné par cet autre Robert Klein qui l'entraîne dans son sillage jusqu'aux sinistres wagons de chemin de fer en route vers les camps d'extermination nazis. Ce comportement suicidaire du héros, d'un personnage qui n'est pas concerné au départ mais qui, peu à peu, adopte la trajectoire d'une vie qui ne lui était pas destinée, est un thème que l'on retrouve souvent dans les films de Losey. Et de toute évidence, c'est encore dans ce film le propos essentiel de Losey, celui aussi qui a pu choquer certains, reprochant au metteur en scène de prendre pour toile de fond et pour prétexte de l'aventure somme toute illogique sinon absurde de son héros l'horrible chasse aux Juifs qui

sévisait alors à Paris. En effet, le film ne manque pas de situations absurdes, volontairement fantastiques et désinvoltes, telle celle qui se déroule dans un château inconnu, en présence de personnages dont on se demande qui ils sont, d'où ils sortent et quel est leur rôle dans le récit. Et il est certain que de telles scènes, tout en contribuant à faire ressentir les longueurs de ce film au spectateur, tendent à ôter de sa réalité au climat pesant, lourd de menaces, de racisme froid et organisé, pour le transposer dans le domaine de l'imaginaire et du fantastique. Mais il n'empêche que ce Paris de 1942 et la traque qu'y subissaient les familles juives — même si pour Losey leur description reste l'aspect secondaire de son film — revivent sous nos yeux avec une vérité parfois poignante. L'humiliation des examens médicaux sordides permettant d'obtenir ou non un certificat de « non-Juif », l'organisation méthodique par la police parisienne de la grande rafle du 16 juillet 1942, qui concentra des milliers de familles juives au Vélodrome d'Hiver avant de les livrer aux bourreaux nazis, la séparation des familles et le climat d'indifférence régnant dans la capitale face aux persécutions antisémites, sont autant de faits que décrit Losey, dressant par là même une condamnation sans appel du racisme.

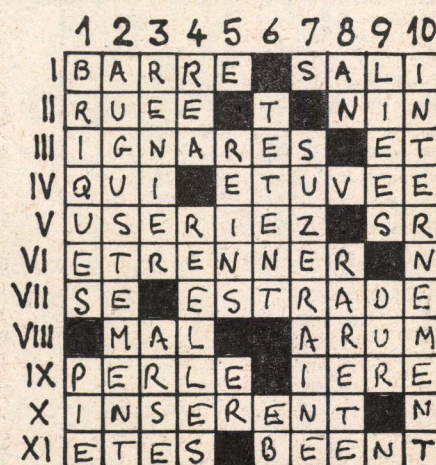
Lucienne PLAIN.

## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT.** — I. Parfois dans les choux - Issus. — II. Illégal jusqu'en 1974. — III. Pour lui la vie ne manque pas de piquants. — IV. Auxiliaire - Faire pression. — V. En nous - On les voit toujours en noir et blanc - Titre catholique. — VI. Bavard - Prénom. — VII. Machin - Prénom germanique. — VIII. Son heure est célèbre - Pronom. — IX. Greffes - Voiture d'Outre-Rhin. — X. Cliché.

**VERTICALEMENT.** — 1. Ne se dansent pas les yeux dans les yeux. — 2. Pas bien loin. — 3. Comme les radis - Attendue avec le nouveau numéro. — 4. Pas tranquille - Triple. — 5. A son horaire - On y cherche du pétrole, on y trouve des pétroliers. — 6. Elle permet de couper court. — 7. Elles se trouvent sous la croûte - Allure. — 8. En Ecosse - Nom d'un saint - Début de roman. — 9. Ne cède pas facilement - C'est le pied. — 10. Comme certaine matière.





## FILMS RECENTS

1900 : Paysans et maîtres dans un petit village italien au début du siècle.

Templiers (3") - Studio Galande (5") - Grands Augustins (6") - Marbeuf (8").

Barry Lyndon : Une belle évocation de la société britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Impérial (2") - Gaumont rive gauche et Hautefeuille (6") - Gaumont Champs-Élysées (8") - Gaumont Sud (14").

La carrière d'une femme de chambre : Une satire des milieux du cinéma italien sous Mussolini.

Biarritz (8") - Les Cinoches de St-Germain (6") - Bretagne (6") - Trois Haussmann (9").

Les hommes du président : L'enquête de deux journalistes américains déclenche l'affaire du Watergate.

Bilboquet (6") - Grand Pavois (15") - Ermitage (8").

Nous nous sommes tant aimés : En Italie, trois résistants trente ans après : un bilan émouvant et plein d'humour.

Les Cinoches de Saint-Germain (6").

Un éléphant ça trompe énormément : Pour se distraire, une comédie de mœurs réussie.

Hautefeuille (6") - Paris (8") - Lumière (9") - Maxeville (9") - Montparnasse Pathé (14") - Convention (15") - Athéna (12") - Clichy Pathé (18").

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Comédie dramatique : le destin tragique d'un fou pas plus fou que ses médecins.

Marbeuf (8") - UGC Opéra (2").

Lettre paysanne : La vie quotidienne aujourd'hui, dans un village du Sénégal.

La Clef (5").

Mado : Sur un fond de crise économique, autour de Mado, gravitent un promoteur immobilier, un groupe de jeunes. Un film de Claude Sautet, intelligent et pessimiste.

Omnia (2") - Quintette (5") - St-Germain Village (6") - Concorde (8") - George V (8") - Français (9") - Nation (12") - Fauvette (13") - Montparnasse Pathé 74 (14") - Convention (15") - Mayfair (16") - Images (18") - Gambetta (20").

## ANCIENS FILMS

### A REVOIR

Festival Gabin « Le magnifique » : Sam. : Remorque. Dimanche : La Marie du port. Lundi : Au-delà des grilles. Mardi : Les bas-fonds.

Le festival continue jusqu'au 30 novembre. Le jour se lève ou Quai des brumes, s'ils sont programmés de nouveau, valent la peine d'être vus.

Olympic (14").

Ma vache et moi : Un Buster Keaton.

Marais (4").

Citizen Kane : Réalisé en 1941 par Orson Welles, un portrait impitoyable d'un magnat de la presse américaine.

Actua-Champo (5").

Dupont Lajoie : L'auteur d'un viol suivi de meurtre en fait retomber la responsabilité sur deux ouvriers nord-africains. Ce film d'Yves Boisset dénonce le racisme et la bêtise.

Olympic (14").

Une vie difficile : La vie d'un couple déchiré entre le désir de réussite sociale et le refus des compromissions. Drôle et triste en même temps.

Marais (4") - Mac Mahon (17").

Le bal des vampires : Un pastiche très réussi et très drôle des films de vampires.

UGC Opéra (1er) - Cluny Ecoles (5") - Marbeuf (8") - Montparnasse Bienvenue (15").

Fantasia : Walt Disney illustre par des dessins animés quelques célèbres œuvres musicales. Une réussite.

Panthéon (5") - Élysées Point Show (8") - Madeleine (8") - Diderot (12") - Calypso (17") - Montréal (18").

L'Enfant sauvage : L'histoire de Victor de l'Aveyron, un « enfant sauvage », vue par Truffaut.

Studio Cujas (6").

# LA MORT DE JEAN GABIN

## La fin d'un acteur populaire

La mort de Gabin est apparue comme un événement national. Et ce n'est pas seulement la Une de France-Soir ni les articles que lui ont consacré les autres journaux qui ont fait l'actualité. C'est qu'effectivement, Jean Gabin était un acteur très populaire.

Sa popularité, il la devait au personnage qu'il s'était créé, ou que des metteurs en scène de talent — Duvivier, Carné, entre autres — lui avaient créé avant-guerre. Celui de l'homme du peuple, de l'ouvrier ou du voyou d'origine ouvrière, rôleur, grande gueule et bon cœur, du gars débrouillard, individualiste, en lequel bien des gens reconnaissent, peut-être pas ce qu'ils étaient, mais en tout cas ce qu'ils auraient bien aimé être, et qui leur paraissait à leur portée. Même si les films dans lesquels il a joué avant-guerre se terminaient pratiquement tous mal : Gabin interprétait des personnages marqués par le destin, dans une sombre période, celle d'avant-guerre.

Dans le Jean Gabin mûrissant, puis vieillissant, ses admirateurs allaient pouvoir continuer à reconnaître un idéal : il avait « réussi » socialement, il était devenu riche, avait acheté une ferme, des terres ; après des amours tumultueuses, sa vie familiale se ter-



Jean Gabin dans La bête humaine.

minait sans nuages. Dans ses personnages il s'était mis à incarner, de plus en plus souvent, les hommes arrivés, d'origine modeste, qui s'embarquaient en gardant leur franc-parler, leur gouaille et leur bougonnerie populaire aux sommets de la société. Bref, une sorte de réussite individuelle à laquelle beaucoup aspirent.

C'est pourquoi la mort de Jean Gabin a touché bien des gens.

Mais quelles que soient les qualités professionnelles de l'acteur chevronné qu'il était devenu, et qui peuvent faire apprécier les films qu'il a joués récemment, quelle que soit d'ailleurs sa personnalité réelle, c'est sans doute le personnage révolté et passionné qu'il incarnait dans Le jour se lève et dans quelques autres films d'avant-guerre qui lui survivra le plus longtemps.

Sylvie FRIEDMAN.

# THEATRE

## Le nouveau spectacle Coluche :

### GINETTE LACAZE

Dans *Ginette Lacaze* on retrouve bien peu de la verve qui a rendu célèbre Coluche. Par contre, certains de ses défauts sont amplifiés : l'emploi d'un argot (banlieusard ?) qui tourne trop souvent à la vulgarité, voire à la trivialité ; la facilité de certains gags, notamment celle qui consiste à faire rire un public « bien »

des pauvres types que sont ses héros.

Car *Ginette Lacaze*, c'est une sorte de « Sarcelles story » où des loulous plus bêtes que méchants (dans une saynète on apprend quand même, avec forces détails qui se veulent drôles, qu'ils ont violé la sœur d'une de leurs copines) sont tournés en dérision.

Cela ne suffit pas à faire un spectacle et, en tous les cas, pas un spectacle sympathique, car de la dérision au mépris, il

y a une démarcation que Coluche semble ignorer.

Un spectacle que l'on peut s'abstenir d'aller voir, même si l'on apprécie les pastiches très réussis des chansons d'Elvis Presley et de Paul Anka, chansons qui viennent créer un fond musical d'époque (fin des années cinquante) à l'action.

Pierre LAFFITTE.

Élysées-Montmartre. Places de 25 à 65 F.

## SÉLECTION TÉLÉ

### Samedi 20 novembre

A2 - 13 h 45 - L'aube des hommes : Les hommes des cavernes.

A2 - 20 h 30 - Film TV : Gustalin, d'après le roman de Marcel Aymé. La chronique d'un petit village du Jura.

### Dimanche 21 novembre

A2 - 16 h 20 - Des animaux et des hommes : les goélands.

FR3 - 17 h 50 - Méditerranée : « Espaces ». Septième émission consacrée à l'histoire des grandes cités de Tyr à Venise.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : « Oiseaux du plat pays », c'est-à-dire de Hollande.

TF1 - 22 h 30 - Questionnaire : Jacques Fauvet, rédacteur en chef du Monde, répond aux questions que J.-L. Servan-Schreiber lui pose à propos de son journal.

FR3 - 22 h 30 - Film : La femme et le pantin, de J. Von Sternberg, avec Marlène Dietrich. Dans Séville, en 1890, Marlène Dietrich fait subir bien des déboires sentimentaux à ses galants.

### Lundi 22 novembre

A2 - 18 h - Pourquoi la terre ? Albert Ducrocq se propose de répondre ici à la question « Pourquoi la vie ? ».

TF1 - 20 h 30 - Film : Les naufragés de l'espace, de John Sturges, avec Gregory Peck. Science-fiction.

### Mardi 23 novembre

A2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran présentent un télé-film de J.-F. Delassus, Tous chefs, réalisé sur la situation des cadres dans les entreprises. Au débat qui suivra participeront, aux côtés de cadres moyens petits et grands, Lionel Stoléru, secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels, R. Buhl, secrétaire confédéral de la CGT et Y. Charpentier de la CGC.

FR3 - 20 h 30 - Film : Les géants de l'Ouest, de A. McLaglen, avec John Wayne, R. Hudson. Un western.

### Mercredi 24 novembre

FR3 - 20 h 30 - Film TV : Le berger des abeilles, de J.-P. Le Chanois. En Catalogne française, un épisode de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, à travers les souvenirs d'un homme.

A2 - 21 h 30 - C'est-à-dire : Robert Fabre. Le leader des radicaux de gauche parle de sa vie et de sa carrière politique.

### Jeudi 25 novembre

A2 - 20 h 30 - Le grand échiquier, de Jacques Chancel, avec le pianiste Georges Cziffra entouré de divers musiciens, avec Frida Boccara, le violon-

celliste Paul Tortelier, etc.

FR 3 - 20 h 30 - Film : « Celui par qui le scandale arrive », de Vincente Minnelli, avec Robert Mitchum.

### Vendredi 26 novembre

A2 - 21 h 30 - Apostrophes. Bernard Pivot sur le thème les profs a invité des écrivains : Paul Guth, Claude Duneton, Isabelle Mourral, Bernard Charlot proposent leurs conceptions de la pédagogie.

FR3 - 21 h 30 - Méditerranée : Comment une bourgade d'agriculteurs et de bergers devint Rome.

A2 - 22 h 45 - Film : Les Noces, d'A. Wajda. Une évocation du passé et du présent de la Pologne.

### Samedi 27 novembre

A2 - 13 h 45 - L'aube des hommes : au cours de la quatrième glaciation qui sévit sur terre pendant 100.000 ans, comment survécurent les hommes.

A2 - 20 h 30 - Une dramatique, d'après Simenon : Les scrupules de Maigret, avec Jean Richard et V. Lagrange.

### Dimanche 28 novembre

TF1 - 20 h 30 - Film : L'affaire Mattei, de Francisco Rosi.

FR3 - 22 h 30 - Film : Héros à vendre, de W.A. Wellman.



## Espagne

### Le Parti Communiste abandonné par une partie de "l'opposition démocratique"

■ Selon toute prévision, le projet de réforme politique présenté par le gouvernement Suarez ne devrait pas rencontrer d'opposition sérieuse aux Cortès (la caricature de Parlement mis en place par Franco). Le seul réel sujet de litige avec la droite franquiste reste le mode de scrutin qui devrait servir en 1977, selon les promesses officielles, à l'élection de la « Chambre basse » (l'équivalent de notre Chambre des députés).

Le projet gouvernemental a d'autant moins de risques de rencontrer de sérieux obstacles que l'on prête à Juan Carlos, en cas de difficultés, le projet de dissoudre les Cortès et de soumettre ce projet au référendum. D'ailleurs, même si les Cortès votent, comme c'est probable, le projet gouvernemental, Juan Carlos a l'intention d'organiser un référendum dans les mois qui viennent, histoire d'ajouter, à sa « légitimité » d'héritier de Franco, celle du suffrage populaire. Et l'opération, pour être cousue de fil blanc, a d'autant plus de chances de réussir qu'en dehors des nostalgiques de la Phalange, on voit mal qui pourrait aller répondre « non » à une question portant sur la libéralisation du régime.

Un mois après la signature de la Plate-Forme des Organisations Démocratiques », regroupant toute l'opposition, du Parti Communiste aux Démocrates-Chrétiens, l'approche de ce référendum vient d'ailleurs de faire apparaître une faille profonde au sein de celle-ci.

Il y a déjà un certain temps que le Parti Communiste, dont la légalisation dans le cadre de la libéralisation juan-carliste est loin d'être acquise, a annoncé qu'il appellerait à l'abstention lors de ce référendum si le gouvernement ne donnait pas un certain nombre de garanties démocratiques. C'est-à-dire, en clair, s'il n'obtenait pas de promesses publiques concernant sa légalisation. Il a d'ailleurs également déclaré qu'il ne participerait pas aux élections sous une autre étiquette, s'il ne pouvait pas le faire sous son nom de Parti Communiste.

Or voilà que toute une partie de l'opposition, dont la présence aux côtés du PC dans la « Plate-Forme des Organisations Démocratiques » manifestait son soutien aux exigences du PCE concernant sa légalisation, vient de déclarer qu'elle renonçait à mettre en cause le référendum et qu'elle allait engager des négociations avec le gouvernement en vue des futures élections. Il s'agit non seulement de l'aile droite de la Plate-Forme (avec les Démocrates-Chrétiens) mais également de toute une partie de son aile socialiste (avec, en particulier, le Parti Socialiste Populaire). L'autre Parti Socialiste, le Parti Socialiste Ouvrier, ne semble pas pour le moment s'être rallié à cette attitude. Mais il pourrait fort bien le faire (il y a quelques mois, c'est lui qui refusait l'unité avec le PCE alors que le PSP côtoyait le Parti Communiste au sein de la « Junte Démocratique »). Et ces lâchages ne sont pas surprenants car, au fur et à mesure que la perspective des élections se rapproche, l'aile droite de l'opposition (à laquelle le PCE a donné, au sein de ces divers regroupements, sa caution démocratique), comme les différentes fractions de la social-démocratie espagnole, ont de plus en plus intérêt à prendre leurs distances par rapport au Parti Communiste.

Mais est-il finalement si sûr que cela que le PCE maintienne son opposition au référendum de Juan Carlos, alors que c'est de celui-ci qu'il attend désormais sa législation ?

F. D.

## Grande-Bretagne

### Des dizaines de milliers de travailleurs dans les rues de Londres désavouent la politique du gouvernement travailliste

Mercredi 17 novembre, 40 000 travailleurs anglais ont défilé dans Londres contre le gouvernement travailliste, à l'appel des syndicats des secteurs publics, auxquels s'étaient joints le syndicat des mineurs, celui de la métallurgie et quelques autres.

Cette manifestation est un véritable événement. Car c'est la seule manifestation ouvrière nationale s'opposant au gouvernement travailliste en place depuis 1974. Depuis deux ans, les syndicats ont pratiqué une politique de collaboration de classes en ayant signé un « contrat social » où ils acceptaient que les salaires n'augmentent pas plus de 4 % par an (alors que le taux d'inflation est bien supérieur).

Seulement, en acceptant le blocage des salaires, en démobilisant

ainsi les travailleurs, les syndicats ont laissé la porte ouverte à une politique de plus en plus droitière et offensive contre la classe ouvrière. Depuis des mois, le gouvernement travailliste mène une politique d'austérité draconienne, qui s'est traduite par la coupure des crédits dans de larges secteurs publics.

Si les directions syndicales des services publics ont finalement pris l'initiative d'une manifestation anti-gouvernementale, rompant pour la première fois la solidarité avec les Travaillistes au pouvoir, ce n'est certes pas de gaieté de cœur, ni parce qu'ils sont prêts à abandonner leur politique de collaboration de classes. Ils n'ont sans doute guère le choix. Des couches de plus en plus importantes de travailleurs rechignent et ne croient plus aux vertus du « con-

trat social ». Ces derniers mois, la politique de coupure des crédits publics a failli entraîner, entre autres, la fermeture de la plupart des hôpitaux londoniens... Et les travailleurs des services publics, les premiers et les plus directement touchés par la politique d'austérité, sont aussi les plus rétifs et les plus prêts à engager des mouvements durs contre le gouvernement. Les directions syndicales, elles, commencent à craindre sérieusement d'être débordées par leur base. Aussi ont-elles soulevé un peu la soupape du mécontentement.

Mais le large succès de la manifestation a peut-être débordé leurs espérances et, en tout cas, n'a pu que renforcer la confiance des travailleurs anglais en eux-mêmes pour des mobilisations ultérieures.

H.C.

## Ethiopie

### Du Moyen Age à la dictature militaire

■ Vingt-sept personnes viennent d'être exécutées en Ethiopie. Elles avaient été condamnées comme « anarchistes », « coupables de meurtres, sabotages et activités contre-révolutionnaires » par un tribunal militaire spécial. C'est la deuxième fois depuis le début du mois que des opposants sont exécutés : le 3 novembre, vingt-trois personnes, pour la plupart membres du Parti Ethio-pien Révolutionnaire du Peuple, qui se réclame du marxisme-léninisme, avaient été exécutées.

Ces exécutions montrent que la seule réponse que les militaires au

pouvoir savent apporter aux difficultés et aux crises auxquelles ils ont à faire face est d'aggraver la répression.

C'est déjà dans une situation de crise que l'armée était arrivée au pouvoir, à partir de février 1974, alors que le combat des nationalistes érythréens, des manifestations d'étudiants et de chômeurs, des grèves ouvrières et des jacqueries paysannes sur fond de misère et de famine ébranlaient complètement le vieil édifice féodal d'une Ethiopie encore dirigée par le Négus, le vieil empereur Haïlé Sélassié. Cette armée voulait se débarrasser de la vieille cli-

que féodale en douceur. Mais surtout, elle voulait éviter l'intervention des masses populaires.

Elle n'a pas évité de devoir liquider brutalement la première. Elle n'a pas évité non plus les divergences en son sein, divergences qui se sont réglées à chaque fois — comme en juillet dernier — par des « épurations » et des exécutions.

Et elle s'est retrouvée devant les mêmes problèmes que le régime précédent. Et, face à eux, elle emploie les mêmes méthodes de répression.

S. F.

### Occupation syrienne au Liban et commando-suicide à Amman : Les raisins de la colère

Un commando pro-palestinien a tenté le 17 novembre de s'emparer d'otages dans le principal hôtel d'Amman, la capitale de la Jordanie. On connaît mal l'identité des membres, leurs mobiles, ainsi que les circonstances précises de l'affaire.

Ce qui est sûr, c'est que les soldats de Hussein ont immédiatement donné l'assaut, sans se soucier des otages, et que l'opération a fait sept morts, dont trois membres du commando.

On pouvait difficilement imaginer une autre attitude de la part de Hussein que la fermeté. Il était inconce-

vable qu'il négocie avec le commando.

De même que lors de l'attaque il y a quelques semaines d'un hôtel de Damas, en Syrie, qui s'était terminée par la pendaison publique des terroristes palestiniens, il est manifeste qu'il s'agissait d'actions-suicides.

De tels actes de désespoir sont liés aux événements du Liban. Les Etats arabes qui se sont entendus à Ryad sont complices des troupes syriennes (rebaptisées « forces de paix ») qui occupent progressivement le Liban et étranglent peu à peu les forces palestiniennes.

Dépossédés par les Israéliens, massacrés par les Jordaniens de Hussein, écrasés aujourd'hui par l'armée syrienne et la droite libanaise, trahis par tous les Etats arabes avec la complicité des grandes puissances, laissés sans perspective par leurs propres organisations, les Palestiniens ne peuvent que s'enfoncer davantage dans le désespoir. Les commandos-suicides ne changeront rien à la situation, mais ils sont le fruit de la politique anti-palestinienne de tous les Etats coalisés.

A. V.